

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA DESTRUCTION

DES

ANIMAUX NUISIBLES

ET DES

BÊTES FAUVES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 10 Février 1908, à 2 h. 1/2

PAR

André MASSON

Président : M. WEISS.

Suffragants { MM. LE POITTEVIN, { *Professeurs.*
GARÇON, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1908

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA DESTRUCTION
DES
ANIMAUX NUISIBLES
ET DES
BÊTES FAUVES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'Acte public sur les Matières ci-après sera soutenu le
Lundi 10 Février 1908, à 2 heures 1/2.

PAR

André MASSON



Président : M. WEISS.

Suffragants { MM. LE POITTEVIN, } *Professeurs.*
GARÇON, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1908

PRÉAMBULE

Si la loi ne s'appliquait qu'aux hommes elle ne devrait régir les animaux que dans la mesure où ils sont des objets de propriété. Pour le surplus, le législateur devrait les ignorer, il n'aurait nulle raison de faire des lois pour les protéger ou les détruire. Cependant tout le monde connaît, au moins de nom, la loi Grammont qui punit les mauvais traitements infligés à certains animaux. Cette loi se justifie-t-elle par la seule idée que ces animaux sont l'objet d'une propriété et que toute propriété mérite protection ? Evidemment non. En effet, la répression a lieu sans qu'il soit besoin que les mauvais traitements aient laissé de traces sur l'animal et porté atteinte au droit du maître ; elle peut être même exercée par le ministère public au nom de la Société contre le propriétaire de l'animal lui-même.

La loi du 2 juillet 1850 fournit donc la preuve que les animaux eux-mêmes ont des droits. Sans aller jusqu'à leur reconnaître ces attributs supérieurs de l'intelligence qui ont fait des hommes les véritables sujets de droits, le législateur de 1850, rompant définitivement avec la doctrine cartésienne, a admis chez

les animaux domestiques, en contact journalier avec l'homme, une sensibilité qu'il importe de ne pas provoquer par des cruautés inutiles.

La loi Grammont ne forme pas à elle seule ce qu'on pourrait appeler le Code des bêtes. En dehors d'elle nous voyons le législateur prendre deux ordres de dispositions. Tantôt il protège certains animaux déterminés dont l'utilité est grande pour l'homme et il s'oppose à leur disparition en limitant les moyens de les détruire. Pour ces animaux les mauvais traitements ne sont pas punis, la loi se contentant de veiller à leur reproduction et à leur conservation. Telle est la situation des petits oiseaux utiles à l'agriculture, du gibier et du poisson qui sont utiles à l'alimentation et que la loi protège en prohibant la chasse et la pêche pendant la période de reproduction.

En dernière ligne apparaissent enfin les animaux nuisibles contre lesquels la loi édicte des mesures spéciales qui rappellent un peu celles qu'on pourrait prendre contre des malfaiteurs dont une Société voudrait se débarrasser en mettant leur tête à prix. Contre ces animaux il existe un droit de défense permettant de les détruire légitimement.

Ces divisions entre les animaux domestiques, les animaux utiles et les animaux nuisibles, se sont pas, nous le savons, complètement tranchées.

Certains animaux domestiques, comme le chien

atteint de la rage, ou le taureau devenu furieux, peuvent être fort dangereux pour l'homme. Certains autres, comme les poules et surtout les pigeons, peuvent causer des dégâts dans les récoltes.

Cependant, ces animaux ne sont pas compris dans les énumérations des arrêts préfectoraux, comme malfaisants ou nuisibles et la qualification de bêtes fauves ne saurait leur être appliquée. Est-il, dès lors, et sous prétexte que ce sont des animaux domestiques, défendu de les détruire ?

La question s'est posée fréquemment pour les chiens et chats qui causent de grands dégâts dans les nichées de perdreaux et dans les portées de levrauts. Les propriétaires de chasse ne se font pas faute de les détruire sans merci. Agissent-ils légitimement en tuant un chien ou un chat inconnu qui chasse sur leur terre ? La jurisprudence répond en pareille circonstance par l'affirmative (1).

La même difficulté s'est présentée plus souvent encore avec les pigeons. Une loi du 4 avril 1889 a justement été faite pour trancher ces controverses. D'après cette loi les préfets peuvent ordonner la fermeture des colombiers pendant un certain temps de

(1) Cass., 12 janv. 1866; S., 66, 1, 309; — Bordeaux, 4 mars 1879; S., 79, 2, 102; D., 79, 2, 163; — Trib. Loudun, 9 juin 1881; *Rép. de législ. et de jurisp. forestière*, t. X, p. 128; — Trib. Dreux, 17 mai 1881; S., 81, 2, 246; — Trib. Melun, 27 déc. 1893; *Gaz. Trib.*, 12-13 févr. 1894; — Trib. de paix de Magny-en-Vexin, 21 déc. 1895, *La Loi*, 7 janv. 1906.

l'année. Durant ce temps les pigeons perdent un peu de leur caractère d'animaux domestiques, ils sont traités en quelque sorte comme des animaux sauvages s'ils sont surpris hors de leur colombier. Le propriétaire ou le fermier peut les tuer sur ses terres et se les approprier.

Lorsqu'au contraire les colombiers peuvent être ouverts, il n'est permis au propriétaire ou au fermier de tirer les pigeons sur ses terres que s'il surprend ceux-ci en train de causer un dommage à ses récoltes. Et encore doit-il laisser les pigeons tués à la place où ils sont tombés et prévenir leur propriétaire pour que celui-ci, s'il le veut, vienne les enlever.

La loi du 21 juin 1898, art. 15, consacre également le droit de destruction des volatiles ou des pigeons qui viendraient causer dommage aux récoltes d'autrui. Elle décide que si, dans les 24 heures, le propriétaire ne les pas réclamés, le destructeur est tenu de les enfouir sur place. Il s'agirait en somme ici, non d'un droit de destruction, mais d'un droit de légitime défense qui ne conférerait à celui qui a tué l'animal domestique aucun droit de propriété.

Il existe également une confusion entre les animaux dont la loi régleme la chasse et ceux dont elle organise la destruction, c'est-à-dire entre les animaux utiles, le gibier et ceux qui sont malfaisants ou nuisibles.

La chasse n'a pas été, en effet, instituée uniquement

pour procurer à l'homme sa nourriture. Elle est chez lui une des manifestations de l'activité, un délassement chez ses ancêtres, un sport chez nous. Cette conception ancienne qui répondait d'ailleurs aux premiers instincts brutaux et sanguinaires de l'homme, a fait considérer comme une chasse véritable la poursuite d'animaux qu'on ne pouvait consommer. Les seigneurs qui faisaient de la chasse leur passe-temps favori, en étaient arrivés à ne la considérer comme un exercice noble qu'autant qu'elle ne procurait que la satisfaction de la poursuite. On en vint à chasser des animaux d'un goût détestable, comme le héron, ou à en poursuivre d'autres jusqu'à ce qu'ils tombent épuisés de fatigue et qu'ils soient déchirés par les chiens.

Parmi les animaux que nos pères chassaient, il en était certains, comme le loup notamment, dont la chasse ne présentait d'intérêt qu'en raison de la résistance de l'animal à la fatigue.

Aujourd'hui encore on emploiera cette expression de chasse pour désigner la recherche des loups, renards, blaireaux, etc., tout comme celle des cerfs, chevreuils, lièvres, etc. . .

Une autre raison, celle-ci d'utilité pratique, conduit le législateur à assimiler la chasse des animaux nuisibles à celle du gibier véritable. Rien n'est plus difficile que de préciser les intentions du chasseur et de savoir quels sont les animaux qu'il recherche. C'est la même utilité, ce sont les mêmes gestes, les mêmes armes que l'on retrouve dans tous les cas. . .

Voici pourquoi la question de la destruction des animaux nuisibles a été traitée dans la loi de 1844 sur la chasse. A vrai dire, si les questions de chasse ne venaient pas se mêler à notre matière, celle-ci ne présenterait guère de difficultés. Les animaux domestiques étant seuls protégés, chacun pourrait détruire les animaux nuisibles suivant le gré de son caprice ou de ses intérêts. C'est ce qui se produit d'ailleurs à l'heure actuelle pour nombre d'animaux nuisibles; comme les souris, rats, insectes, etc.

Mais comme pour détruire certains animaux nuisibles, il faut se livrer à une véritable action de chasse, la loi a dû se préoccuper de cette destruction pour en limiter la liberté de façon à ne point permettre, sous prétexte de destruction des animaux nuisibles, une violation perpétuelle des règles admises en matière de chasse.

Nous devons donc limiter notre étude aux seules difficultés juridiques que soulève la destruction des animaux nuisibles, c'est-à-dire au conflit qui s'élève entre le droit de destruction et le droit de chasse. Ceci explique pourquoi nous ne nous occuperons dans nos recherches que d'un certain nombre d'animaux malfaisants ou nuisibles, ceux auxquels le mot chasse peut être appliqué, ceux qu'on a l'occasion de détruire à la chasse. Distinction arbitraire sans doute, mais que les mœurs et les usages ont gravée avec assez de force et de netteté dans nos esprits.

PREMIÈRE PARTIE

TITRE PREMIER

ANIMAUX MALFAISANTS OU NUISIBLES

CHAPITRE PREMIER

Énumération.

On remarquera d'abord que l'expression : animaux malfaisants ou nuisibles constitue un nouvel exemple de gémérations juridiques si fréquemment employées dans le droit (1). Les deux mots n'ajoutent rien l'un à l'autre. Nous ne croyons pas en effet qu'on puisse réserver l'expression d'animaux malfaisants à ceux qui s'attaquent à l'homme ou aux propriétés et le mot d'animaux nuisibles à ceux qui ne constituent un danger que par leur trop grand nombre, mais qui,

(1) May, *Sur quelques exemples de gémérations juridiques dans les auteurs littéraires latins* (Girardin, *Mélanges*, p. 399).

en temps ordinaire, sont même utiles, comme pouvant servir à l'alimentation (1).

A côté de ces animaux malfaisants ou nuisibles, la loi du 3 mai 1844 a parlé des bêtes fauves. C'est encore une nouvelle exception qu'il faudra déterminer.

Dans l'étude préliminaire de toutes ces expressions, gibier, animaux malfaisants ou nuisibles, bêtes fauves, nous serons souvent fort embarrassés parce que ces qualifications peuvent être appliquées au même animal.

Pour ne citer qu'un exemple. Le sanglier est un gibier. Les arrêts préfectoraux le classent parmi les animaux malfaisants ou nuisibles.

Enfin la jurisprudence lui reconnaît le caractère de bête fauve.

Si nous avons un critérium assez certain pour distinguer les animaux domestiques de tous les autres, il est fort délicat et difficile, au contraire, de distinguer entre les bêtes sauvages, celles qui sont utiles de celles qui sont nuisibles, parce qu'il est fréquent de rencontrer des animaux qui rendent des services à quelques points de vue et sont nuisibles à d'autres égards. Il existe à ce sujet, contre certains animaux, des procès qui ne sont pas définitivement tranchés. Les taupes détruisent les vers blancs et bouleversent

(1) De Neyremand, *Questions sur la chasse*, 2^e édit., p. 10; — Leblond, *Code de la chasse*, t. I, p. 142; — V. sur le sens de ces expressions, *infra*, p. 21.

nos salades. Les moineaux picorent nos cerises et font la guerre aux insectes. Tels cultivateurs les protègent et tels autres les pourchassent. La querelle reprend plus ardente en ce qui concerne les sangliers et les lapins, dont l'utilité est d'être comestibles, mais qui commettent dans les cultures d'importants dégâts. Si bien qu'il importe, avant toute chose, de dresser la liste des animaux qui vont rentrer dans le cadre de cette étude sous le nom d'animaux malfaisants ou nuisibles.

**§ 1^{er}. — Quadrupèdes qui ne peuvent servir
à la consommation.**

Il en est parmi eux un certain nombre dont le caractère malfaisant et nuisible ne peut faire de doute.

Tel est en première ligne le loup.

Le loup.

Le loup est en France de beaucoup l'animal le plus malfaisant à défaut de fauves plus grands comme l'ours qu'il est fort difficile de rencontrer dans nos montagnes. Il est vrai, hâtons-nous de l'ajouter, que les récits que l'on rencontre dans les livres, datent généralement d'une époque assez éloignée de nous. Si de nos jours les loups n'ont pas disparu com-

plètement, ils sont du moins devenus très rares dans un grand nombre de contrées et dans celles où il en reste quelques-uns ils ont cessé d'être un danger pour la sécurité publique. C'est grâce aux mesures prises pour leur destruction qu'on est parvenu à en diminuer ainsi le nombre. Il est donc bon de maintenir dans nos lois ces règles qui, sans doute, sont chaque jour moins utiles, mais qui restent indispensables malgré tout, afin de conserver la sécurité qu'elles sont parvenues à nous donner.

Une loi des 3-4 août 1882 est relative à la destruction des loups (1).

Voici le texte de cette loi :

« ART. 1^{er}. — Les primes pour la destruction des
« loups sont fixées de la manière suivante : 100 francs
« par tête de loup ou louve non pleine ; 150 francs
« par tête de louve pleine ; 40 francs par tête de lou-
« veteau. Est considéré comme louveteau l'animal
« dont le poids est inférieur à 8 kilos. Lorsqu'il est
« prouvé qu'un loup s'est jeté sur un être humain

(1) Proposition à la Chambre des députés, par M. Cunéo d'Ornano, le 24 déc. 1881 (*J. off.* du 1^{er} déc., n° 126, p. 1806) ; — Rapport sommaire de M. Saint-Promme, le 1^{er} avril 1882 (*J. off.*, 10 mai, n° 758, p. 1138) ; — Prise en considération, le 11 mai (*J. off.*, du 12) ; — Projet présenté par M. de Mahy, Ministre de l'Agriculture, le 2 mai (*J. off.*, 19 mai, n° 763, p. 1273) ; — Rapport de M. Escande, le 17 juin (*J. off.*, 27 juin, n° 985, p. 1652) ; — Adoption les 4 juin et 10 juillet. Présentation au Sénat, le 17 juillet (*J. off.*, p. 467) ; — Rapport de M. Carayon-Latour, le 27 juillet (*J. off.*, n° 475, p. 502). Adoption le 1^{er} août.

« celui qui le tuera aura droit à une prime de
« 200 francs :

« 2° Le paiement des primes pour la destruction
« des loups est à la charge de l'Etat. Un crédit spécial
« est ouvert à cet effet, au budget du Ministère de
« l'Agriculture.

« 3° L'abatage sera constaté par le maire de la com-
« mune sur le territoire de laquelle le loup aura été
« abattu ;

« 4° La prime sera payée au plus tard le quinzième
« jour qui suivra la constatation de l'abatage ;

« 5° Un règlement d'administration publique déter-
« minera les formalités à remplir pour la constatation
« de l'abatage par l'autorité municipale ainsi que pour
« le paiement des primes ;

« 6° La loi du 16 messidor an IV est et demeure
« abrogée ».

En vertu de cette loi, un décret des 28-29 novembre 1882 a été rendu qui détermine les formalités à remplir pour la constatation de l'abatage par l'autorité municipale ainsi que pour le paiement des primes, afin d'éviter les fraudes qui auraient pu se produire à l'occasion de cette loi.

Une loi de finances du 31 mars 1903, art. 83, a restreint le montant des primes de moitié dans tous les cas.

La loi de 1882 marque donc l'importance que la législation attache à la destruction des loups. C'est

également à cette importance qu'il faut rattacher l'organisation de l'institution fort ancienne de la « Louveterie ». Ainsi que le mot l'indique, la louveterie est l'ensemble des mesures prises pour la destruction des loups, par l'administration centrale. Elle est régie aujourd'hui par des textes anciens que la loi de 1844 sur la chasse n'a pas abrogés et qui avaient confié la destruction de ces animaux à des lieutenants de louveterie. Quoique instituée spécialement pour chasser les loups, les lieutenants de louveterie ont pour mission de procéder également à la destruction des autres animaux nuisibles. C'est pourquoi nous étudierons cette curieuse institution, non pas ici à propos des loups mais dans une partie spéciale de cette étude.

Renards.

Ces animaux, dont la chair ne vaut rien et dont la fourrure n'a pas grande valeur marchande, causent des dégâts très sensibles dans les basses-cours et détruisent une grande quantité de gibier.

Blaireaux.

Ces animaux sont à la fois carnivores et herbivores. Ils causent des dommages au jeune gibier et aux champs qui avoisinent leur terrier, principalement aux champs de maïs.

La loutre.

La loutre est désignée comme animal nuisible dans une ordonnance du 25 mai 1413, art. 241, qui parle de loutriers chargés de la destruction de cet animal.

La chair de la loutre est détestable, mais sa fourrure est assez estimée. Elle dépeuple rapidement les rivières et surtout les étangs, elle est donc nuisible au premier chef.

Chat sauvage, *Lynx* ou *Loup cervier*.

Cet animal qui n'a rien de commun avec le chat domestique, est un grand destructeur de volaille et de gibier. Sa chair n'est pas recherchée, sa fourrure a, paraît-il, des propriétés thérapeutiques d'ailleurs contestées et sa destruction s'impose.

Chats errants.

Ce sont des chats de la race domestique qui n'ont plus de maîtres et vivent de rapines. Pour ceux-là qui ne sont la propriété de personne, il est difficile de savoir si la destruction qu'ils font des souris et des mulots rachète la destruction du gibier et des petits oiseaux dont ils sont très friands. Il nous paraît qu'ils ne sont plus sous la protection de la loi de 1850 à partir du moment où ils n'ont plus de maîtres et que

dès lors chacun les peut tuer impunément, même en dehors du temps de chasse, car ils ne sont pas, à proprement parler, un gibier soumis à la loi de 1844. Cependant, ce ne sont pas des animaux nuisibles non plus et, si rien ne les protège, rien ne les condamne.

Fouines, Martes, Putois, Belettes, Hermines.

Ces animaux, dont la chair est exécrationnable, ont une fourrure qui chez certains d'entre eux a une certaine valeur. Ce sont de grands destructeurs d'oiseaux, de petits lapins et d'œufs, ils commettent de grands dégâts dans les poulailliers quand ils peuvent s'y introduire. Ils sont certainement nuisibles.

Le trait commun à tous ces quadrupèdes est de ne pas être un objet de consommation.

§ II. — **Quadrupèdes dont la chair est comestible.**

1^o Généralités.

Nous arrivons maintenant à des animaux qui présentent les deux caractères de gibier, parce que leur chair est comestible, et d'animaux nuisibles, parce qu'ils commettent des dégâts qui les rendent malfaisants, leur poursuite peut avoir un autre but que de mettre fin à leurs forfaits, elle peut répondre au désir de se procurer de la venaison. On peut remarquer

d'ailleurs que dans le cas où ces animaux n'existent qu'en petit nombre, ils sont évidemment considérés comme gibier, tels sont par exemple les sangliers et les lapins. Leur poursuite prend le nom de chasse et c'est quelquefois l'une des plus attrayantes. Ce n'est que dans l'hypothèse où ces animaux deviennent très nombreux que leurs dégâts prennent un caractère d'importance susceptible de les faire rentrer dans la catégorie des animaux nuisibles.

Le gibier, à coup sûr, ne se nourrit pas uniquement de produits sauvages. C'est dans les cultures de l'homme qu'il trouve la plus succulente et la plus abondante alimentation. Mais la quantité de récolte qu'il faut pour le nourrir est si faible qu'il est difficile de l'évaluer et qu'on n'y fait pas attention. *De minimis non curat pretor*. Il n'en est plus de même pour certains gibiers qui se réunissent en bandes nombreuses, qui saccagent plus qu'ils ne consomment et qui laissent des traces de leur passage et de leur destruction. Là apparaissent les traces de dents qui ont rongé et l'empreinte de pieds qui ont foulé. Devant ces témoignages, le cultivateur s'irrite, et, dans un esprit de vengeance et de protection tout à la fois, il demande la destruction des auteurs de ces méfaits. A vrai dire, il semble bien surprenant qu'un animal ne soit nuisible que quand il s'est beaucoup multiplié. Car, pour nous, il n'y a pas de milieu, il est nuisible ou il ne l'est pas. Si les cerfs, biches, sangliers, ou

les lapins sont nuisibles quand ils sont nombreux, c'est qu'ils sont également nuisibles quand ils sont isolés, leurs dégâts ne sont que multipliés par leur nombre. Sans doute, en pareil cas, nous le verrons, des mesures peuvent être prises pour arrêter les dommages causés, mais il n'en reste pas moins vrai que ces animaux, lorsqu'ils sont rares et que les dégâts commis par eux sont minimes, se distinguent nettement de ceux de la catégorie précédente. On ne saurait les confondre avec ces bêtes dont il faut assurer toujours, partout et par tous les moyens l'implacable destruction et qui ne sauraient être oubliées par les préfets dans leurs arrêtés. Nous ne voyons guère la différence à faire entre les cerfs, biches, sangliers et les lapins d'une part et les autres espèces de gibier d'autre part. Ceux-ci, à supposer qu'ils deviennent assez nombreux pourraient, à leur tour, commettre d'importants dégâts, et l'on ne dit pas en quoi les lièvres, s'ils étaient en aussi grand nombre, seraient moins nuisibles que les lapins. Les cerfs et les biches figurent cependant dans les arrêtés rendus dans quelques départements parmi les animaux malfaisants ou nuisibles (arrêtés du préfet de l'Eure et du préfet de la Haute-Marne).

Ceci peut surprendre, car ces animaux sont rarement en assez grand nombre pour causer dans les champs d'importants dégâts. Cependant, à proximité des forêts ils peuvent quelquefois faire des dommages dans certains champs, aussi lorsque les plaintes

deviennent trop nombreuses et paraissent fondées, n'est-il pas surprenant que le préfet les fasse figurer dans la liste de son arrêté, quoique toutefois il soit nécessaire d'agir avec circonspection.

Il n'est pas douteux, d'ailleurs, que dans les départements où les arrêtés préfectoraux ne classent pas les cerfs et les biches parmi les animaux malfaisants ou nuisibles, ils ne soient tout au moins traités comme bêtes fauves dans le sens attaché à ce mot par l'art. 9, § 3, II^e partie de la loi de 1844.

2^o Sangliers.

Il ne semble pas qu'avant la loi de 1844 sur la chasse, on ait considéré le sanglier comme un animal nuisible. En effet, les lieutenants de louveterie n'étaient pas obligés d'en assurer la destruction. Ils avaient seulement le droit, en vertu du règlement du 20 août 1814, de chasser à courre dans les bois de l'État, deux fois par mois, le chevreuil, le sanglier et le lièvre, afin de tenir leurs équipages en haleine, et sans pouvoir le tirer à moins qu'il ne tînt tête aux chiens.

Depuis la loi de 1844 (1), il appartient au préfet de dire dans un arrêté, si le sanglier est un animal nuisible ou non. De cette liberté, il pourrait découler cette conséquence bizarre : qu'un sanglier pourrait

(1) Villequez, p. 53,

être malfaisant ou nuisible dans un département et ne pas l'être dans un département voisin.

Mais, si le sanglier peut dans certains départements ne pas être considéré par l'autorité préfectorale comme un animal nuisible, il reste du moins toujours dans la catégorie des bêtes fauves dont la loi permet la destruction lorsqu'elles portent atteinte à la propriété.

Nous verrons, en effet, que dans cette expression bête fauve, il faut faire rentrer les animaux sauvages à poil fauve. Sans doute, le sanglier est plutôt rangé dans la catégorie des bêtes noires par opposition aux bêtes rousses. Mais, les expressions bêtes rousses et bêtes noires sont employées pour désigner diverses espèces de bêtes fauves, d'où il résulte que les bêtes noires sont elles-mêmes des bêtes fauves.

Ainsi, dans certains départements, le sanglier aura un double caractère, il sera à la fois animal malfaisant et nuisible et bête fauve et on pourra le détruire, soit qu'il cause des dommages aux propriétés, soit même qu'il n'en cause aucun, mais alors en respectant les conditions prévues par l'arrêté. — Dans d'autres départements, au contraire, il ne sera considéré que comme bête fauve et on ne pourra le détruire que s'il cause un dommage aux propriétés et, dans ce cas, la destruction pourra avoir lieu sans aucune espèce de condition.

On avait proposé, lors de la discussion du budget de 1904 d'attribuer des primes pour la destruction des

sangliers. Le Sénat s'étant refusé à admettre le principe de ces primes, on a seulement inséré dans la loi des Finances du 30 décembre 1903, art. 28, la disposition suivante :

Art 28. — « A partir du 1^{er} janvier 1904, la destruction des sangliers sera organisée dans les forêts domaniales, notamment par les agents forestiers. Le corps de l'animal sera la propriété de celui qui l'a tué ».

3^o Les lapins.

Il est peu d'animaux qui aient soulevé autant de difficultés juridiques que les lapins. Source de conflits perpétuels entre les propriétaires chasseurs et leurs fermiers, les lapins, au dire des uns, sont le fléau de certaines contrées ; ils dévorent les récoltes et exercent leurs ravages sur toutes espèces de plantes et jusque sur les jeunes pousses des arbres. Aussi, sont-ils l'objet de récriminations qui se terminent le plus souvent par des demandes de sommes élevées. A en croire les chasseurs, au contraire, les lapins seraient innocents de la plupart des forfaits qu'on leur impute ou tout au moins les dégâts causés par eux seraient très exagérés par les fermiers qui tâchent d'obtenir la plus forte indemnité possible. On sait que la Cour de

(1) Gillon et Villepin, *Code des chasses*, n° 209 ; — Petit, *Droit de chasse*, t. I, n° 203 ; — Sorel, *Dommages causés par le gibier*, n° 54 ; — Dalloz, *Répertoire*, V^o Chasse, n° 193.

cassation a tranché cette vieille controverse en accordant des dommages-intérêts aux fermiers lorsque le propriétaire n'a pas pris des mesures suffisantes pour empêcher la multiplication de ces rongeurs. Il y aurait là de son chef une faute aux termes de l'art. 1382 du Code civil. Il semble bien en résulter que c'est seulement ici encore, comme pour les sangliers, le trop grand nombre de ces animaux qui entraîne des dégâts et qu'il ne s'agit pas, à proprement parler, d'animaux nuisibles. N'a-t-on pas entendu certains économistes prétendre que l'augmentation de la population était un phénomène néfaste et faut-il ranger l'homme parmi les êtres nuisibles, sous prétexte que le nombre trop élevé de la population serait susceptible d'engendrer certains désordres ?

Cependant, de tous temps, des mesures préventives ont eu lieu contre la tendance des lapins à se reproduire en trop grande quantité. L'ordonnance de 1669 avait déjà réglementé la destruction des lapins, en prescrivant aux officiers royaux de faire fouiller et détruire tous les terriers et de prendre les lapins avec des furets dans des poches. En 1776, un arrêté ordonne la destruction complète des lapins. Ces mesures furent prises à la suite des plaintes des paysans exaspérés par l'abus du droit de garenne qui soulevait des protestations dans tout le pays. Afin de concilier tout à la fois les droits des paysans et ceux des seigneurs, l'arrêté de 1776 décidait que les paysans pouvaient

porter leurs plaintes devant les intendants. Mais ils ne pouvaient procéder à la destruction totale des lapins dans les forêts que sous la surveillance des agents forestiers.

Plus près de nous, on retrouve, en 1845, une obligation pour les fermiers des chasses de détruire les lapins dans les forêts de l'Etat, et la loi du 22 mai 1863, art. 22 qui réglemente la destruction des lapins dans les forêts où elle sera jugée nécessaire.

Sentant bien qu'il était difficile de donner aux lapins le qualificatif d'animaux malfaisants, on a dit que la loi de 1844, en employant les deux mots « malfaisants ou nuisibles » n'aurait pas fait une simple redondance d'expressions, mais aurait visé deux catégories spéciales d'animaux, et que le mot nuisible aurait été spécialement introduit dans la loi en vue de prévoir les lapins auxquels l'expression d'animaux malfaisants semblait ne pas devoir s'appliquer.

S'il en était ainsi, les lapins seraient prévus par l'art. 9, § 3 de la loi du 3 mai 1844 et il serait possible aux préfets de les faire rentrer dans la catégorie des animaux prévus dans son arrêté et d'autoriser les propriétaires, possesseurs et fermiers à détruire les lapins sur leurs terres en toute saison, même en l'absence d'un dommage actuel. C'est en ce sens que la circulaire du 25 avril 1862 déclare les lapins « animaux éventuellement nuisibles dont le nombre en certaines contrées en fait un véritable fléau ».

C'est dans le même ordre d'idées que la circulaire du 11 avril 1865 invite les préfets à ordonner des battues pour la destruction des lapins, même après la fermeture de la chasse.

Ce qui résulte de la circulaire de 1865, c'est seulement la possibilité par l'autorité préfectorale de prendre des mesures administratives pour empêcher les lapins de se répandre en trop grande quantité en les rangeant seulement dans la catégorie des animaux nuisibles quand ils se sont trop multipliés.

Mais il importe de bien faire remarquer qu'en dehors de ces circonstances, le lapin n'est pas par lui-même un animal nuisible.

Rentre-t-il alors dans la catégorie des bêtes sauvages à poil fauve, que le propriétaire ou le fermier peuvent librement détruire en tous temps quand ils portent atteinte à la propriété, en vertu de l'art. 9, § 3 de la loi de 1844.

C'est, nous le verrons, une question sur laquelle les auteurs et la jurisprudence sont divisés.

Nous arrivons donc pour les lapins aux mêmes conclusions que pour les sangliers.

Le préfet peut, dans chaque département, si leur nombre est devenu considérable, les considérer comme des animaux nuisibles et en permettre la destruction en fixant les conditions dans lesquelles celle-ci peut s'opérer.

§ III. — Oiseaux.

Ceux-ci peuvent être divisés en oiseaux dont la chair ne peut être consommée comme trop forte ou trop coriace et en oiseaux bons à manger rentrant par conséquent dans la catégorie du gibier. Les premiers sont ou carnivores comme l'aigle, ou omnivores comme les corbeaux, les seconds sont ou inoffensifs comme les perdreaux, ou utiles comme certains petits oiseaux insectivores.

Pour tous les oiseaux se pose la question de savoir s'ils rentrent dans les termes de l'art. 9 de la loi de 1844 ; en effet, de tous temps, l'homme a été attiré par le désir de capturer ou de tuer les oiseaux, il n'en est guère pour lesquels le terme de chasse ne puisse être employé. Il conviendrait donc de les énumérer pour déterminer le caractère de chacun d'eux, mais dresser une telle liste serait certainement fastidieux :

1° Aucun doute n'existe à l'égard des oiseaux carnivores qui sont certainement malfaisants ou nuisibles. Les aigles, vautours, faucons, milans, buses, émou-chets ou tiercelets, les nocturnes tels que les grands ducs ou chats-huants sont évidemment malfaisants.

Un doute existe pour les chouettes qu'on considère généralement comme se nourrissant de souris et mulots, quoique certains chasseurs les accusent de détruire également le gibier ;

2° Parmi les omnivores, il paraît certain que les corbeaux, pies, pies-grièches et geais ne commettent que des dégâts. Depuis un certain nombre d'années les pies et surtout les corbeaux se sont considérablement multipliés. Leur longévité et leur méfiance bien connue ont contribué à les répandre. Le meilleur moyen de les détruire est de tirer hors du nid les jeunes qui commencent à peine à voler. Les arrêtés préfectoraux ne manquent pas de donner à cet égard la plus large facilité. Une loi nouvelle du 19 juillet 1907 donne au préfet, après avis du Conseil général, non seulement la faculté d'autoriser, mais même le pouvoir d'ordonner la destruction par tout intéressé, propriétaire, usufruitier, locataire, etc. . . , des nids de pies ou corbeaux, sous les conditions imposées par la loi du 28 décembre 1888, ordonnant la destruction des insectes nuisibles. De grandes associations comme le Saint-Hubert-Club de France organisent à l'époque de la sortie des nids de véritables expéditions pour la destruction de ces déplaisants oiseaux.

La difficulté commence avec les moineaux, merles, grive^s et pinsons. D'après les uns, ces oiseaux se nourriraient surtout d'insectes et rendraient plus de services qu'ils ne commettraient de dégâts. Au dire des autres, au contraire, ce seraient des pillards qui ne rendraient service que d'une façon toute exceptionnelle. La controverse dure toujours avec une égale ardeur des deux côtés. Cependant il semble que, dans les

milieux officiels, l'opinion se montre de plus en plus favorable aux oiseaux dont nous venons de parler, aussi est-il peu probable de les voir figurer dans le nombre des animaux malfaisants et nuisibles, énumérés par l'arrêté préfectoral, prévu à l'article 9 de la loi de 1844.

3° Voici à titre documentaire un tableau dressé par les professeurs du muséum de Paris, et qui a été envoyé en 1861 officiellement aux préfets pour leur permettre de réviser leurs arrêtés concernant les oiseaux malfaisants ou nuisibles. Ce tableau est ainsi fait :

Oiseaux de proie. — Gypaète barbu, faucons pèlerins, hobereau, émerillon, cresserelle, kobez, concolore et éléonore, aigles fauve, bonelli criard, circaète, Jean-le-Blanc, balbuzard fluviatile, pygargue ordinaire, autour vulgaire, épervier vulgaire, milan royal et noir, buses commune et pattue, busards des marais, montagu et saint-martin, hibou, grand duc.

Passereaux. — Pie grièche grise, bec croisé des pins, corbeau noir, corneilles noire et mantelée.

Palmipèdes. — Grèbes huppé et jongris, plongeon inbrim lumne et cat-marin, pétrel puffin, goélands à manteau noir et à manteau gris, cormoran ordinaire, fou de Bassan, harles vulgaire et huppé (1).

En 1895, la commission internationale pour la

(1) *Bull. Min. Int.*, 1861, p. 291.

protection des oiseaux utiles à l'agriculture a distingué parmi les oiseaux malfaisants les espèces suivantes :

Rapaces diurnes. — Vautours (toutes les espèces) gypaète barbu, aigles et circaètes (toutes les espèces). pygargues (toutes les espèces), balbuzard fluviatile, milans, élanions et nauciers (toutes les espèces), faucons c'est-à-dire gerfauts pèlerins, hobereaux, émerillons (toutes les espèces, à l'exception des faucons kobez, cresserelle et cresserine), autour ordinaire, éperviers, buzzards.

Rapaces nocturnes. — Grand duc ordinaire.

Syndactyles. — Martin-pêcheur vulgaire.

Passereaux ordinaires. — Grand corbeau, pie voleuse, geai glandivore, casse-noix ordinaire.

Echassiers. — Hérons cendré et pourpré, blongios butors et bihoreaux, hérons crabiers, spatule blanche (1).

Mais malgré ces tentatives, l'unification des arrêtés préfectoraux ne s'est pas faite et l'on constate entre eux de notable divergences.

Nous avons vu qu'on s'était demandé si les oiseaux pouvaient être compris dans la catégorie des bêtes fauves. Pour nous, cette expression doit être exclusivement réservée aux quadrupèdes, c'est ainsi qu'on l'entendait dans l'ancienne vénerie à laquelle la loi a emprunté cette expression. A notre avis, il ne serait

(1) *Procès-verbaux de la Commission*, p. 81.

donc pas permis de détruire en temps prohibé les oiseaux qui n'ayant pas été classés comme malfaisants ou nuisibles, causeraient dommage à la propriété.

§ IV. — Critique.

De l'étude que nous venons de faire de ces divers animaux malfaisants, nuisibles ou fauves, se dégage l'impression qu'on se trouve en présence de plusieurs catégories qui n'ont entre elles aucun caractère commun.

Rien de commun d'abord entre les malfaisants et nuisibles d'une part, et les fauves de l'autre.

Rien de commun non plus entre les divers animaux malfaisants et nuisibles. Les uns ne peuvent que faire le mal et ont le caractère malfaisant même s'ils sont isolés, les autres ne sont pas nuisibles de leur nature à proprement parler, ils ne le deviennent que par l'excès de leur nombre.

La loi cependant a fait à ces deux catégories d'animaux malfaisants ou nuisibles un sort commun. Elle a déclaré qu'ils ne seraient considérés comme tels qu'autant qu'ils auraient été énumérés dans un arrêté préfectoral fixant la condition de leur destruction.

Or, pour les premiers, il semble que l'arrêté préfectoral les déclarant malfaisants ou nuisibles, soit bien inutile puisque cette qualité leur appartient sans

conteste, et pour les seconds au contraire, on ne voit pas comment le préfet pourrait leur attribuer un caractère qu'ils n'ont pas. Il eut été sans doute préférable que la loi énumérât les animaux malfaisants ou nuisibles par eux-mêmes, et que pour les autres elle laissât au préfet le soin de déterminer les animaux dont le grand nombre pourrait être une source d'inconvénients entraînant le droit de destruction.

Nous voici donc amenés à étudier l'arrêté préfectoral qui est pris en vertu de la loi de 1844.

TITRE II

COMMENT S'OPÈRE LA DESTRUCTION DES ANIMAUX MALFAISANTS OU NUISIBLES.

CHAPITRE PREMIER

Arrêté préfectoral déterminant les espèces d'animaux mal-faisants ou nuisibles que le propriétaire ou fermier pourra en tout temps détruire sur ses terres et les conditions de l'exercice de ce droit.

§ 1^{er}. — **Formes de cet arrêté.**

Il est pris, après l'avis du Conseil général du département. Cet avis préalable est exigé à peine de nullité, un arrêté préfectoral non précédé de l'avis du Conseil général, pourrait être attaqué pour incompétence ou excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat, en outre, il serait dépourvu de sanction devant les tribunaux judiciaires comme ne répondant pas aux conditions de l'art. 471 § 15 du Code pénal qui ne punit les infractions aux arrêtés que si ceux-ci sont légalement

pris. La plupart du temps l'arrêté vise l'avis du Conseil général prévu par la loi, mais dans le silence de l'arrêté on doit présumer jusqu'à preuve du contraire qu'il a été rendu après une décision du Conseil général (2). Mais si cet avis doit être demandé, il n'est pas nécessaire, lorsqu'il a été donné, qu'il soit suivi.

Ces arrêtés étant pris par les préfets en vertu d'un texte de la loi qui leur confère directement ce pouvoir, ne sont soumis à aucune approbation ministérielle préalable. Toutefois, une instruction du Ministre de l'Intérieur en date du 20 mai 1844, prescrit aux préfets d'envoyer au Ministère une ampliation de leurs arrêtés, afin de permettre aux Ministres d'adresser leurs observations sur ce point.

Les arrêts préfectoraux dont nous nous occupons, sont, d'après la règle commune soumis à la publication avant de devenir exécutoires. Mais l'art. 3 de la loi de 1844 ayant décidé que les arrêtés préfectoraux concernant l'ouverture et la fermeture de la chasse, devaient être publiés au moins dix jours à l'avance, on s'est demandé si la même règle n'était pas applicable aux arrêtés préfectoraux déterminant les espèces d'animaux malfaisants ou nuisibles. Cela a pu paraître vraisemblable parce que le plus souvent c'est dans l'arrêté de clôture de la chasse que le préfet rappelle les espèces

(1) Nîmes, 20 mars 1871; S., 71, 2, 118; D., 72, 2, 75; S., 77, 1 387. V. également Girandeu et Lelièvre, n° 631.

(2) Cass., 13 juill. 1877.

d'animaux qui pourront encore être détruites après la fermeture de la chasse. Cependant on fait remarquer en sens contraire que l'arrêté principal est celui qui, une fois pour toutes, a fixé les espèces d'animaux malfaisants ou nuisibles. Le préfet n'a point besoin de renouveler périodiquement cet arrêté. S'il en parle chaque année dans son arrêté de clôture, c'est à titre de simple rappel. On ajoute que les motifs qui ont fait fixer un délai de 10 jours entre l'arrêté et les dates de fermeture et de clôture de la chasse ne se retrouvent plus en ce qui concerne l'arrêté qui détermine les espèces d'animaux malfaisants ou nuisibles qu'il importe de détruire le plus rapidement possible et sans aucune espèce de délai. Enfin, comme argument juridique, on peut faire valoir que le principe est l'exécution des arrêtés préfectoraux immédiatement après leur publication, que la règle posée par l'art. 3 de la loi de 1844, relativement à l'arrêté de fermeture et de clôture est exceptionnelle, et que dans le silence de la loi, l'interprétation restrictive de rigueur, empêche d'étendre cette règle à l'arrêté prévu par l'art. 9 de la même loi (1).

Nous venons de voir les formes que doit suivre le préfet quand il rend son arrêté, mais est-il obligé de le rendre ? Cet arrêté est-il pour lui facultatif ou obligatoire ? On admet généralement que c'est là une

(1) Petit, *Traité du droit de chasse*, t. I, p. 373; — Giraudeau et Lelièvre, n° 633; — *Contrà* : Gillon et Villepin, p. 174.

obligation pour le préfet (1). Mais quelle serait la sanction au cas où le préfet aurait négligé de prendre l'arrêté prévu par l'art. 9 ? Le propriétaire ou fermier qui en l'absence d'un arrêté préfectoral détruirait, en temps prohibé, sans permis et à l'aide d'engins non autorisés par la loi les animaux malfaisants ou nuisibles, commettrait-il un délit de chasse prévu et réprimé par les art. 44 et 42 de la loi de 1844 ? L'affirmative paraît certaine (2), en effet il serait impossible aux tribunaux de l'ordre judiciaire de faire ce que le préfet aurait négligé d'accomplir et de suppléer par leur jugement à l'absence d'un arrêté qui n'existerait pas.

Le seul recours possible serait donc le recours gracieux consistant à demander au Ministre compétent de bien vouloir agir auprès du préfet pour l'amener à publier l'arrêté de destruction.

§ II.

Lorsqu'une difficulté s'élève sur l'interprétation des termes d'un arrêté préfectoral pris en vertu de l'art. 9 de la loi de 1844, à qui appartient-il d'en connaître ?

En vertu de la règle générale « *ejus est interpretari cujus est condere* » c'est au préfet lui-même auteur de

(1) Giraudeau et Lelièvre, n° 637 et 660.

(2) Id. *Eodem loco.*

l'acte, qu'il convient d'en demander l'interprétation lorsque celle-ci soulève des difficultés (1).

Que se passerait-il si un préfet par exemple classait dans son arrêté préfectoral certains animaux, qui en réalité ne seraient ni malfaisants ni nuisibles et dont la destruction pourrait dès lors s'opérer en tout temps par le propriétaire ou le fermier ? Pourrait-on donc exercer un recours contre cet arrêté, autre que le recours gracieux au préfet lui-même et à ses supérieurs hiérarchiques ? Il nous semble bien que l'arrêté du préfet, acte d'autorité, serait soumis au recours pour détournement de pouvoir devant le Conseil d'Etat, si le préfet avait agi en faisant son énumération dans un autre but que celui que lui prescrit la loi, en vue de favoriser notamment quelques chasseurs. La question d'ailleurs ne présente pas un grand intérêt pratique. Elle ne pourrait se poser que si l'autorité judiciaire était saisie d'une poursuite pour fait de chasse d'un gibier qui aurait été classé à tort par le préfet parmi les animaux nuisibles. Il est certain que l'inculpé ne devrait pas être relaxé si l'arrêté préfectoral se trouvait annulé.

(1) Cass., 16 juin 1879; S., 79, p. 360; — Cass., 22 mars 1882; S., 84, 1, 190; — Cass., 7 févr. 1883; S., 85, 1, 229; D., 84, 1, 108; — Giraudeau et Lelièvre, n° 639.

CHAPITRE II

Des personnes à qui appartient le droit de destruction.

Ces personnes sont désignées par la loi de 1844 elle-même dans son art. 9. Il en résulte que ce droit étant légal, ne saurait être l'objet d'une limitation par les arrêtés préfectoraux. Bien plus, ce n'est pas à eux qu'il appartient d'interpréter les termes de la loi et de dire quelles sont les personnes visées par les expressions contenues dans l'art 9. C'est là le rôle des tribunaux judiciaires.

L'art. 9 s'exprime ainsi : « 3^o les espèces d'animaux « malfaisants ou nuisibles que le propriétaire, possesseur ou fermier pourra en tout temps détruire sur « ses terres... »

Cette disposition vise donc 3 catégories de personnes : 1^o les propriétaires, 2^o les possesseurs, 3^o les fermiers.

§ 1^{er}. — **Propriétaires.**

Le propriétaire résume en lui les droits les plus étendus, c'est donc à lui naturellement qu'on devait

d'abord songer. Lorsqu'une propriété appartient à plusieurs personnes par indivis, chacune d'elles peut user du droit conféré par la loi, ce droit étant indivisible peut être exercé par chacun des propriétaires dans sa totalité.

Lorsque le propriétaire a abandonné une partie de ses droits sur la terre à une autre personne, usufruitier, locataire, etc..., on se demande s'il conserve personnellement le droit de destruction des animaux malfaisants ou nuisibles. Il semble que oui puisqu'il reste intéressé dans une certaine mesure au bon état de sa propriété, et puisque si l'autre partie était négligente à faire la destruction, il pourrait être déclaré responsable vis-à-vis des propriétaires voisins.

Nous croyons même que ce droit de destruction qu'il conserve a un caractère général et qu'on ne saurait le limiter à la destruction des animaux carnassiers. Certains auteurs l'ont cependant soutenu (1) sous prétexte que le propriétaire n'a plus d'autre intérêt que de protéger le gibier auquel il a seulement droit, puisque la récolte ne doit pas lui profiter. Cette restriction n'est généralement pas approuvée et avec raison selon nous, car la présence des animaux nuisibles diminue la valeur ou l'agrément de la propriété, qui est appelée à lui faire retour (2).

(1) De Neyremand, p. 36.

(2) Giraudeau et Lelièvre, n° 669 ; — Villequez, p. 95 ; — Leblond, n° 140.

Cette solution devrait également être admise dans le cas où le propriétaire aurait loué la chasse et même si l'on reconnaissait au fermier de la chasse le droit d'opérer de son côté la destruction des animaux malfaisants ou nuisibles. De toute façon, en effet, le propriétaire a le droit de faire disparaître de sa propriété des animaux qui sont pour elle un désagrément ou une menace. Enfin les termes mêmes de la loi qui ne comprennent aucune restriction à l'égard du propriétaire viennent justifier cette opinion.

§ II. — Possesseur.

Sont compris dans cette qualification tous ceux qui sans être à proprement parler propriétaires, détiennent la chose pour leur propre compte, c'est-à-dire qui jouissent sur la chose d'un droit réel autre que le droit de propriété. La possession étant elle-même considérée comme un droit réel.

Du possesseur proprement dit, c'est-à-dire de celui qui a le *corpus* et l'*animus* et qui est en situation de prescrire, rien à dire, il est évidemment visé par le texte sans distinguer s'il a ou non bonne foi ou juste titre.

Mais la difficulté s'élève pour l'usufruitier, l'emphytéote, le superficiaire, l'usager, le titulaire d'un droit d'habitation. Si on fait observer que ces personnes

ont toutes un droit propre, qu'elles le possèdent pour leur compte, on les fera rentrer dans la catégorie des possesseurs (1). Ceci semble bien résulter des travaux préparatoires de la loi de 1844. Il a été dit formellement par le rapporteur de la loi devant la Chambre des pairs que le mot possesseur « désigne l'usufruitier par exemple ». Un membre de la commission ajouta même : « Les termes que nous avons employés comprennent les usufruitiers, les emphytéotes... »

On tend à reconnaître aujourd'hui à l'emphytéose le caractère d'un véritable droit réel (2). Dès lors l'emphytéose pourrait posséder pour son propre compte et il rentrerait dans le terme « possesseur » de la loi.

Il en est de même du superficiaire (3) auquel on reconnaît également une sorte de droit de propriété *sui generis* sur les arbres qui sont plantés à la surface du sol par ses soins.

En ce qui concerne l'usager, c'est-à-dire celui qui a un droit réel sur les fruits d'un immeuble jusqu'à concurrence de ses besoins ou de ceux de sa famille, la plupart des auteurs établissent une distinction suivant que l'usager a lui-même le droit de percevoir directement les fruits ou qu'il doit s'adresser au propriétaire chargé de récolter et de lui remettre les fruits

(1) Giraudeau et Lelièvre, n° 280 et 670 ; — Villequez, p. 76.

(2) Planiol, t. I, n° 2994.

(3) Aubry et Rau, t. II, § 223 bis.

en quantité suffisante pour ses besoins. Dans le premier cas, on reconnaît à l'usager plus volontiers que dans le second, le droit de détruire les animaux malfaisants ou nuisibles (1) parce que c'est celui qui fait la récolte qui doit la protéger. Cette distinction nous paraît superflue.

Nous croyons plutôt que l'usager ayant dans tous les cas un droit réel qu'il possède pour lui-même, c'est-à-dire qu'il exerce à titre d'usager, rentre toujours dans la catégorie des possesseurs dans le sens de l'art. 9, § 13 (2).

Le titulaire d'un droit d'habitation rentre également dans les termes de la loi, mais on ne conçoit guère dans quelles circonstances il pourrait être appelé à faire usage du droit de destruction, puisque ce droit ne porte jamais sur des terres et que la loi ne permet la destruction que sur les terres appartenant aux personnes qu'elle énumère.

§ III. — Fermiers.

L'art. 9 lui accorde le droit de destruction sur ses terres, c'est-à-dire sur les terres qu'il tient à bail. Cette faculté étant accordée au fermier sans aucune distinction ni restriction, on a pu en conclure qu'il la

(1) Villequez, p. 77.

(2) En ce sens : Giraudeau et Lelièvre, n° 670; — Chenu, *Chasse et procès*, n° 138.

conservait même si le propriétaire lui avait refusé le droit de chasse, ou avait concédé ce même droit de chasse à un tiers.

La véritable raison de se décider en pareille matière est tirée d'une distinction fondamentale qu'on doit établir entre le droit de destruction et le droit de chasse. Si en principe le fermier qui a droit aux fruits de la ferme ne peut prétendre au droit au gibier, *res nullius*, qu'on ne saurait assimiler aux fruits de la propriété, il en est tout différemment du droit de destruction. L'exercice du droit de chasse n'est donc point fatalement lié à l'exercice du droit de destruction. Ces deux prérogatives peuvent bien se trouver réunies, mais non nécessairement.

On pourrait aller plus loin et considérer le droit de destruction comme étant d'ordre public, institué dans un intérêt d'ordre général et par conséquent ne pouvant être atteint par des conventions particulières destinées à en restreindre l'exercice (1). Cet argument permettrait d'accorder au fermier le droit de destruction non seulement quand le bail est muet sur ce point et ne parle que du droit de chasse, mais même quand le bail refuse au fermier le droit de destruction pour le réserver au seul propriétaire. On comprend l'importance pratique d'une pareille clause. En effet, en beaucoup d'endroits, la poursuite des loups, des

(1) Villequez, p. 96.

renards et de certains animaux de proie constitue à elle seule un sport et un plaisir que le propriétaire entend d'autant plus se réserver qu'elle nécessite d'assez grands frais de sa part. Il en est ainsi pour le renard dans certaines régions du Sud-Ouest de la France.

Examinons donc jusqu'à quel point le droit de destruction paraît imposé dans l'intérêt général. Sans doute les animaux malfaisants ou nuisibles présentent un danger pour la société mais celui-ci de nos jours semble considérablement amoindri. Cela au point que certaines personnes n'hésitent pas à se rendre responsables des dégâts qu'ils commettent pour avoir le plaisir de les détruire. Ce fait se produit assez fréquemment dans les départements où les sangliers et les lapins figurent dans les arrêtés préfectoraux parmi les animaux malfaisants ou nuisibles. La jurisprudence décide alors que le propriétaire est responsable des dégâts qu'ils commettent à l'égard du fermier quand le bail de celui-ci lui refuse le droit de le détruire. C'est reconnaître implicitement que cette clause est valable ; puisque c'est lui donner du moins indirectement une certaine efficacité. Si la clause était nulle d'ordre public, les tribunaux devraient débouter le fermier de sa demande en lui reconnaissant le droit d'opérer lui-même la destruction. Dès lors, le trop grand nombre de sangliers ou de lapins sur ses terres, constitueraient pour lui une faute dont il devrait supporter seul les conséquences.

Certains auteurs, touchés par cet argument, admettent la validité de la clause enlevant au fermier le droit de détruire les animaux dont nous venons de parler qui sont comestibles et peuvent être considérés comme gibier. Pour ces animaux, en effet, le droit de chasse et le droit de destruction sont bien près de se confondre, mais ils se refusent à reconnaître la validité de la clause qui nous occupe en tant qu'elle refuserait au fermier le droit de détruire les animaux malfaisants ou nuisibles par nature, tels que loups, renards, etc. (1).

Cette destruction nous paraît mal fondée et nous nous rangerons plutôt à l'avis de M. de Neyremand (2), qui admet dans tous les cas la validité de la destruction.

En effet, si la destruction était d'ordre public, elle ne devrait pas être facultative pour le fermier mais obligatoire ; bien plus, la loi devrait la permettre à tous et ne pas la restreindre uniquement au propriétaire, au possesseur et au fermier sur leurs terres.

Les mots même « sur leurs terres » indiquent qu'il s'agit bien là d'un intérêt d'ordre privé, puisqu'ils établissent un rapport entre la destruction et la propriété privée.

Dira-t-on que les animaux malfaisants ou nuisibles de leur nature constituent un danger qui ne menace pas les seules récoltes, nous répondrons que la clause

(1) Giraudeau et Lelièvre, n° 699 ; — Villequez, p. 96.

(2) *Op. cit.*, p. 36.

restrictive en question ne laisse pas le fermier sans défense. Nous verrons, en effet, qu'il existe en dehors du droit de destruction, un autre droit qui rappelle le droit de légitime défense. Ce dernier droit subsiste toujours au profit de chacun quelle que soit sa qualité et c'est ce droit seul qui nous apparaît dans sa généralité et dans son but comme ayant un caractère d'ordre public bien accusé.

Qu'entend-on par le mot fermier ? Une circulaire du Ministre de l'Intérieur du 22 juillet 1851 (1) donne à ce mot le sens le plus large. On l'étend donc généralement au métayer et au colon partiaire.

Toutefois, il semble bien que les mots « sur leurs terres » limitent le sens du mot fermier en exigeant qu'il ait pris des terres à ferme. Nous croyons qu'il est impossible de forcer le sens de ces expressions au point de reconnaître au locataire d'une chasse le droit de destruction des animaux malfaisants ou nuisibles qui s'y trouvent.

C'est ainsi que paraît d'ailleurs l'avoir compris la circulaire du Ministre de l'Intérieur du 22 juillet 1851 précitée qui refuse formellement aux adjudicataires de chasse dans les lois de l'Etat le titre de fermier au sens de l'art. 9, § 3 de la loi de 1844.

Mais la circulaire a le tort de donner comme argument cette considération que les adjudicataires de la

(1) *Bull. du Min. de l'Int.*, 1851, p. 296.

chasse n'ont pas de récoltes à défendre et que c'est la seule préoccupation de l'agriculture qui a motivé le texte de la loi.

S'il en était ainsi, on serait conduit à dire que les animaux tels que le loup et le renard doivent être détruits dans l'intérêt des récoltes, ce qui est évidemment erroné.

Aussi quelques auteurs proposent-ils de distinguer entre les animaux herbivores, sangliers et lapins par exemple que l'adjudicataire de la chasse n'aurait pas le droit de détruire et les animaux carnassiers qu'il pourrait au contraire poursuivre en tout temps (1).

Pour nous il ne saurait être question d'établir une différence entre les diverses espèces d'animaux malfaisants ou nuisibles dans l'état actuel de la législation. C'est sans doute une chose fort critiquable que l'arrêté préfectoral les doive énumérer tous sans distinction, mais comme nous l'avons vu, si contraire au bon sens que cela puisse paraître, le préfet est maître en pareille matière, à tel point que s'il lui plaisait de ne pas ranger dans son arrêté les animaux les plus malfaisants par nature ou au contraire d'y faire rentrer des animaux certainement utiles, il ne saurait y avoir contre son arrêté d'autre recours que la voie gracieuse, à la condition bien entendu qu'il n'ait pas agi avec violation de formes ou détournement de pouvoirs.

(1) De Neyremand, p. 33.

Dès lors, il nous est impossible d'établir de distinction dans une énumération qui n'en contient aucune. Bien plus, l'esprit même de la loi est contraire à cette distinction d'animaux malfaisants par nature et d'animaux nuisibles accidentellement puisque nous l'avons vu, elle n'accorde le droit de détruire les animaux malfaisants par nature qu'à certaines personnes et à condition que ce soit sur leurs terres.

On est donc conduit à accorder au fermier de la chasse le droit de détruire tous les animaux malfaisants ou nuisibles ou à lui refuser le droit d'en détruire un seul. Cette dernière opinion, nous l'avons dit, est seule conforme au texte de l'art. 9, § 3 (1). Peu importe que le fermier de la chasse soit le premier intéressé à la destruction d'animaux qui détruisent son gibier. Il pourra les chasser dans le temps et dans les conditions permises par la loi. S'il veut avoir plus de liberté, rien ne lui sera plus facile. Notre solution ne l'empêche nullement d'obtenir du propriétaire une délégation spéciale et formelle du droit de destruction.

Puisqu'une clause formelle du bail peut enlever au fermier de la terre le droit de destruction qui lui appartient, une clause en sens inverse ne serait pas moins valable. Il sera sage, pour éviter toute contes-

(1) Amiens, 15 janv. 1887; *Recueil Amiens*, 1887, p. 85; — Trib. de Blaye, 11 déc. 1891; *Rec. Bordeaux*, 1892, 2^e part, p. 7; — Lyon, 13 mai 1903; *Gaz. Trib.*, 17 juin 1903; — Douai, 24 mars 1904; *Rec. Douai*, 1904, p. 119; — Giraudeau et Lelièvre, n^o 672; — Chenu, p. 139; — En sens contraire : Villequez, p. 80.

tation de mettre dans l'acte de location de chasse, une clause relative au droit de destruction qui supprimera toute difficulté. Pour nous elle ne présenterait pas d'utilité s'il s'agissait d'enlever ce droit au fermier de la chasse qui, à notre avis, ne l'a point.

Mais il sera utile au contraire d'accorder ce droit au locataire de la chasse par voie de délégation. Nous verrons plus loin qu'une semblable délégation est justement prévue par les cahiers des charges (1).

§ IV. — Délégation du droit de destruction.

Nous sommes ainsi conduits à examiner dans quelle mesure les personnes qui tiennent le droit de destruction de l'art. 9, § 3, peuvent le déléguer à des tiers.

On admet généralement la validité d'une pareille délégation. La Cour de cassation est en ce sens (2) et les auteurs partagent son avis (3) du moins lorsqu'il s'agit de domestiques ou de parents des personnes prévues par l'art. 9, § 3.

Parmi les domestiques, il faut placer en première ligne le garde chasse, auquel on a reconnu le droit

(1) V. *infra*.

(2) Cass., 14 avril 1848 ; D., 48, 1, 135 ; — Cass. crim., 16 janv. 1903 ; S., 3, 1, 404 ; — Pau, 21 mars 1900 ; *La Loi*, 27 avril 1900 ; — Narbonne, 23 févr. 1906 ; *Mon. Lyon*, 15 mars 1906.

(3) Giraudeau et Lelièvre, n° 675 ; — Villequez, p. 95 ; — De Neyremand, p. 36 ; — Chenu, p. 140.

aux lieu et place du propriétaire lors de la discussion de la loi de 1844. Si ces personnes prévues à l'art. 9, § 3 n'ont pas de garde et si elles sont dans l'impossibilité de détruire elles-mêmes des animaux parfois dangereux ou rusés, lorsque, par exemple, il s'agit de femmes ou d'enfants, on se demande si ces personnes ne pourraient pas déléguer leur droit à un simple domestique. La raison qu'on donne le plus souvent en faveur de l'affirmative est tirée des règles du mandat. Le mandataire, dit-on, représente le mandant au point que le mandant est censé avoir accompli lui-même les actes faits par le mandataire.

Mais cet argument, qui serait excellent s'il s'agissait d'une question de pur droit civil, perd toute sa valeur si l'on remarque que nous sommes ici en matière pénale et qu'il s'agit de savoir si les personnes qui ont reçu la délégation commettent ou non un délit en procédant à la destruction, soit sans permis, soit en temps prohibé. On peut observer en outre que l'intention coupable n'est pas en notre matière un élément essentiel de délit, et que l'exercice d'une immunité pénale ne saurait être étendue à des personnes autres que celles énumérées par la loi. Un député, pour prendre un exemple, ne saurait déléguer à un tiers l'immunité que lui confère sa fonction. Ce principe s'applique-t-il à notre hypothèse? Pour nous, la question se pose de la manière suivante : le droit de destruction en dehors du temps de chasse, sans permis

avec des engins prohibés, constitue-t-il un délit couvert par une immunité au profit de certaines personnes, ou bien constitue-t-il un droit naturel à ces personnes dont la loi ne pourrait que reconnaître l'exercice, un droit ayant une valeur pécuniaire, une utilité pratique, une faculté dont l'exercice est attaché aux avantages que procure la propriété ou la jouissance des terres ?

Si l'on admet la première interprétation, toute délégation devient impossible, car une immunité personnelle ne se transmet pas (1). Si au contraire, on admet qu'il y a là une faculté naturelle à certaines personnes, rien n'empêcherait d'écarter les théories du droit pénal et d'admettre que ce droit peut être cédé. Cette dernière idée nous semble préférable, elle est seule compatible avec la solution que nous avons admise sur le point de savoir si le titulaire du droit de destruction peut le conférer par une clause de son bail au locataire du droit de chasse. D'après nous, en effet, le droit de destruction peut faire l'objet de conventions parce qu'il ne repose pas principalement sur des considérations d'ordre public et qu'il touche surtout à des intérêts privés. Si le droit de destruction relevait du droit pénal, il faudrait annuler toutes les conventions dont il peut être l'objet. On peut ajouter enfin cet argument, que sans le droit de délégation, les personnes morales seraient dans l'impossibilité de

(1) Trib. Vassy, 19 juill. 1882 ; D., 82, 5. 63.

détruire les animaux malfaisants ou nuisibles sur leur propriété.

Nous croyons donc que les personnes désignées dans l'art. 9, § 3, peuvent faire délégation de leur droit. Cette délégation peut être tacite, l'exemple le plus remarquable de délégation tacite a lieu au profit des membres de la famille ou des domestiques, associés naturellement à tous les actes que le chef de famille accomplit dans l'intérêt de ses propriétés (1).

Elle pourrait également être expresse au profit de tiers nominativement désignés. Dans ce cas, on discute si la délégation doit être donnée dans un acte écrit. Nulle part cependant la loi n'exige que la cession d'un droit soit constatée par un écrit, et la jurisprudence admet tous les modes de preuve (2). Toutefois une autorisation écrite est plus prudente, elle évitera toute discussion sur le point de savoir si l'individu poursuivi pour fait de chasse ne cherche pas à dissimuler son délit derrière une soi-disant autorisation verbale de procéder à la destruction des animaux malfaisants ou nuisibles.

Cette délégation avait été prévue dans l'art. 22 du cahier des charges du 22 mai 1863, relatif à l'adjudication des chasses dans les domaines forestiers de l'Etat. La délégation résultait d'une façon générale de l'adjudication elle-même.

(1) Cass., 14 avril 1848 ; D., 48, 1, 135.

(2) Pau, 21 mars 1900 ; *La Loi*, 27 avril 1900.

Depuis le nouveau cahier des charges du 29 juin 1889, il est nécessaire au contraire de demander l'autorisation de l'administration forestière et d'agir sous sa surveillance, la délégation générale n'existe plus en effet dans la rédaction du nouveau cahier des charges.

CHAPITRE III

Conditions dans lesquelles s'exerce le droit de destruction.

Ces conditions sont relatives aux lieux, au temps et aux modes employés.

§ 1^{er}. — Lieux dans lesquels peut s'opérer la destruction.

Ils sont prévus par l'art. 9, § 3, qui autorise le propriétaire, le possesseur ou le fermier à opérer la destruction « sur ses terres ».

Les travaux préparatoires de la loi de 1844 nous renseignent sur le sens de cette expression. Le rapporteur de la loi faisait remarquer à la Chambre des députés, le 7 juin 1843, que dans l'esprit du projet, le mot terres désignait les propriétés de toute nature. Il convient donc de prendre ce mot dans le sens le plus large, comme désignant les plaines, les prés ou les bois, les terrains incultes, ceux qui sont encore chargés de leurs récoltes ou ceux qui en sont dépouillés.

Le mot « ses » a été également précisé lors de la discussion. Un amendement de M. Boudet qui tendait à permettre de poursuivre sur le terrain d'autrui les animaux malfaisants ou nuisibles levés sur les terres du poursuivant ayant été repoussé, il en résulte que la destruction doit être opérée sur le terrain même des propriétaires, des possesseurs ou des fermiers.

Toutefois, si l'animal était blessé à mort par celui qui en a le droit, sur ses propres terres, il serait permis d'aller le ramasser sur le terrain d'autrui. Il existe en faveur de cette solution deux arguments. Un argument d'analogie avec ce qu'on décide en pareil cas en matière de chasse, et un argument tiré de ce que les animaux malfaisants ou nuisibles vivant à l'état sauvage sont *res nullius*. Dès lors, celui qui les met hors d'état de fuir en devient propriétaire, suivant les principes déjà suivis en Droit romain, par voie d'occupation. Il lui est dès lors permis d'aller ramasser sa propriété sur le terrain d'autrui.

Les lieux où peut s'opérer la destruction étant désignés par les mots « ses terres » contenus dans la loi, il en résulte que les difficultés soulevées sur ce point comportent l'interprétation d'un texte législatif et sont de la compétence de l'autorité judiciaire. Aussi le projet n'a-t-il pas qualité pour prendre dans son arrêté concernant la destruction des animaux malfaisants ou nuisibles des dispositions relatives aux lieux où la destruction peut être faite. Ce serait de sa part

agir avec excès de pouvoir et l'arrêté tomberait de ce chef sous le coup d'un recours devant le Conseil d'Etat (1).

Disons en dernier lieu que les mots « ses terres », qui s'appliquent à la destruction, ne visent nullement les faits de chasse. Un chasseur muni d'un permis pourrait donc poursuivre, dans le temps où la chasse est ouverte et avec les engins permis, des animaux malfaisants ou nuisibles sur le terrain d'autrui, lorsque la chasse n'est pas réservée par le propriétaire sur ce terrain. Cette observation montre une fois de plus que si la chasse peut conduire à la destruction des animaux malfaisants ou nuisibles, il importe cependant de bien distinguer si on est en présence d'un fait de destruction ou d'un fait de chasse. La preuve à ce sujet sera souvent fort difficile, la jurisprudence décide que c'est au destructeur à la fournir. Il est présumé en état de chasse et c'est à lui de montrer qu'il n'a fait qu'accomplir un acte de destruction (2).

(1) Il a jugé cependant que la destruction qui a lieu sur une grande route n'est pas considérée comme ayant lieu sur le terrain d'autrui, mais qu'il est permis au préfet, dans son arrêté, de l'interdire (Paris, 8 mai 1899; *Gaz. Trib.*, 21 juin 1899).

(2) Paris, 17 février 1899; S., 99, 2, 109; — Besançon, 28 nov. 1900; D., 1902, 2, 138; — Dijon, 13 avril 1905; *Gaz. Trib.*, 23 mai 1905.

§ II. — De l'époque pendant laquelle la destruction peut avoir lieu.

C'est encore un point prévu à l'art. 9, § 3 :

1° « En tout temps », dit cet article. Cette expression vise évidemment l'époque pendant laquelle la chasse est fermée et oppose à la chasse qui n'est pas permise à toute époque de l'année, la destruction qui, au contraire, est autorisée « en tout temps ». Il ne peut donc y avoir de doute sur ce point que la destruction est permise, même pendant la fermeture de la chasse ;

2° Il est au contraire plus délicat de rechercher si les mots « en tout temps » autorisent la destruction en temps de nuit. On sait que la chasse n'est permise que pendant le jour. Cette règle doit-elle être étendue à la destruction des animaux malfaisants ou nuisibles ? Nous avons fait déjà observer plusieurs fois que le fait de destruction ne se confond nullement avec le fait de chasse. Une prohibition édictée en matière de chasse est donc sans objet en ce qui touche à la destruction. Il est selon nous inutile de s'appuyer sur les mots « en tous temps » pour permettre la destruction de nuit ; ce serait peut-être forcer le sens de ces mots qui visent bien probablement la destruction de jour dans le temps où la chasse est défendue. Il suffit de dire qu'une prohibition édictée en matière de chasse

ne saurait s'appliquer à défaut de texte à un fait de destruction (1).

La solution qui consiste à défendre la destruction de nuit ne peut guère s'appuyer que sur des considérations d'utilité pratique. Il est certain qu'il sera fort difficile de déterminer si le propriétaire, possesseur ou fermier trouvé, la nuit, porteur d'un fusil et se prétendant embusqué pour détruire quelque bête malfaisante et nuisible, n'était point tout simplement à l'affût d'un gibier innocent. Mais une difficulté dans la preuve ne saurait influencer sur le fond même du droit (1).

3° C'est encore une question discutée que celle de savoir s'il est permis de procéder à la destruction même en temps de neige. On sait que la chasse est interdite en un pareil moment par les arrêtés préfectoraux. Ici encore nous croyons que pour décider l'affirmative, il faut s'appuyer principalement non sur les mots « en tout temps » qui ne sont pas suffisamment probants, mais sur la distinction bien nette entre le fait de chasse et le fait de destruction. La prohibition faite pour la chasse ne s'étend pas à la destruction. On peut même aller jusqu'à dire qu'il serait impossible au préfet, après avoir défendu la chasse en temps de neige, d'édicter une semblable prohibition concernant la destruction. Le droit pour le préfet de prendre un arrêté prohibant la chasse en temps de neige lui est

(1) *Contrà* : Dunkerque, 30 déc. 1899 ; *Nord judic.*, 1900, p. 56.

conféré par la partie finale de l'art. 9, § 3. Mais ce décret ne lui est conféré que pour la chasse. En ce qui concerne la destruction, le temps où elle peut avoir lieu est fixé par la loi seule et nous l'avons déjà dit, il n'appartient pas à un préfet d'interpréter la loi (1).

Certains auteurs vont même jusqu'à soutenir que l'arrêté préfectoral défendant la chasse en temps de neige ne saurait s'appliquer à la chasse des animaux malfaisants ou nuisibles, à *fortiori* à leur destruction. Ce système est manifestement contraire au texte de la loi qui s'exprime ainsi :

« Ils pourront prendre également des arrêtés... »

« 3^o pour interdire la chasse pendant le temps de neige. »

Les auteurs s'appuient uniquement sur une déclaration du Garde des Sceaux faite au cours de la discussion de la loi. Un membre de la Chambre ayant demandé que la chasse des animaux malfaisants ou nuisibles fut toujours permise même en temps de neige, le Ministre répondit que cela allait de soi et que l'amendement était inutile. Cette opinion ne nous paraît pas pouvoir prévaloir contre le texte si formel de la loi.

Quoi qu'il en soit de ce dernier point, il faut remarquer qu'en fait, les arrêtés préfectoraux ne se préoc-

(1) Chenu, p. 141 ; — *Contrà* : Cass., 30 juill. 1852 ; D., 52, 5, 85.

cupent pas de défendre la destruction en temps de neige et que celle-ci doit être d'autant mieux permise qu'elle est plus efficace puisqu'elle permet de relever plus facilement les empreintes des animaux poursuivis que la neige, en les privant de leur nourriture habituelle, les rend plus audacieux et plus dangereux.

§ III. — Modes et engins de destruction.

Nous avons vu que c'était la loi de 1844 elle-même qui avait déterminé dans son art. 9, § 3, le lieu et le temps de la destruction. Cette loi s'en est remis au contraire au préfet du soin de déterminer dans un arrêté les modes et engins de destruction. Les préfets ont donc à cet égard les pouvoirs les plus étendus. Si dans certains départements, le préfet n'a pas indiqué dans un arrêté les modes et engins autorisés pour la destruction, tous peuvent être employés (1).

C'est ici qu'il convient d'établir d'une façon très nette la distinction qui existe entre la chasse et la destruction. En effet, il peut se faire que l'arrêté pris par le préfet soit sur certains points plus large que la loi sur la chasse, mais il peut se faire aussi qu'il soit plus restrictif que celle-ci.

Lorsque le préfet autorise pour la destruction des modes et engins qu'il est défendu d'employer pour la chasse, cette autorisation ne s'applique exclusivement

(1) Cass. crim., 16 janv. 1903; S., 1903. 1, 104.

qu'aux faits de destruction et nullement aux faits de chasse. Un individu qui ne serait ni propriétaire, ni possesseur, ni fermier, ni délégué par eux et qui n'agirait pas sur ses terres, commettrait un fait de chasse et ne pourrait par conséquent invoquer les dispositions libérales de l'arrêté préfectoral qui ne vise que les faits de destruction (1).

En sens contraire, le préfet pourrait défendre des modes et engins ordinairement permis, cette restriction s'explique parce que c'est en tout temps et même la nuit que la destruction peut avoir lieu et il peut être utile de la réglementer d'une façon stricte afin d'empêcher les dangers ou les abus.

C'est alors surtout qu'il sera important de distinguer le fait de destruction du fait de chasse, car les limites apportées au droit de destruction ne sauraient porter atteinte au droit de chasse, qui est réglementé par la loi. Notamment, la chasse pourra avoir lieu dans le temps permis et pendant le jour, sans aucune restriction, la destruction pourra avoir lieu en temps prohibé et la nuit mais dans les conditions limitées, prévues par l'arrêté préfectoral. Remarquons, enfin, que les arrêtés peuvent admettre certains engins défendus par la loi de 1844, comme les pièges et les filets et en défendre certains autres, comme les armes à feu permises au contraire par la même loi.

(1) Cass., 30 juill. 1852; D., 52, 3, 85,

1° *Modes et engins que le Préfet peut permettre et que la loi de 1844 défend.*

Ce peuvent être les chiens lévriers, les pièges, lacets, filets et amorces empoisonnées.

Chiens lévriers. — La loi de 1844, art. 9, *in fine* en confiant aux préfets le soin de permettre, à titre exceptionnel, l'emploi de chiens lévriers pour la destruction des animaux malfaisants ou nuisibles, a reconnu par là même, que cet emploi ne peut être fait en aucune circonstance pour la chasse, et que les préfets ne peuvent l'autoriser qu'en ce qui concerne la seule destruction.

Si le préfet ne parlait pas dans son arrêté de l'emploi de chiens lévriers, il en résulterait que ceux-ci seraient défendus en matière de destruction comme en matière de chasse. On peut donc dire que si le préfet a pris soin de défendre dans son arrêté l'emploi de cette sorte de chiens, cette disposition sera en somme superflue. Si, en présence d'un pareil arrêté, un contrevenant était surpris, se servant de chiens lévriers, il aurait désobéi non pas à l'arrêté qui se trouve surabondant, mais à la loi elle-même qui, à défaut d'une autorisation expresse, prohibe l'emploi de cette race de chiens. Cette constatation a son importance, parce que les infractions à la loi de 1844 sont des délits punis d'une amende de 50 à 200 fr. et éventuellement d'un emprisonnement de six jours à deux mois

(art. 12, §§ 1 et 2, loi de 1844), tandis que les infractions à des arrêtés préfectoraux sont des délits moins graves, punissables d'une amende de 16 à 100 fr. (art. 2, § 3, loi de 1844).

Faisons remarquer, en dernier lieu, à propos des peines, que les arrêtés préfectoraux en cette matière sont pris en vertu du texte de la loi de 1844 et sanctionnés par un article de cette loi. Les contraventions à ces arrêtés sont, en effet, punis d'une amende de 16 à 100 fr., alors que des contraventions à des arrêtés préfectoraux ordinaires sont punis, en vertu de l'art. 471, § 15 du Code pénal, d'une simple amende de 1 à 5 fr.

L'emploi des chiens autres que les chiens lévriers qui se trouve licite en matière de chasse est certainement permis en matière de destruction. Sans doute, il pourra se faire que le fait de destruction soit bien difficile en pareil cas à distinguer du fait de chasse; mais une difficulté dans la preuve n'est point suffisante pour faire condamner un système qui a pour lui l'autorité de la loi.

Pièges, filets et lacets. — Le préfet a le pouvoir d'autoriser ces engins d'une façon absolue, mais qui doit être formelle. En même temps qu'il autorise leur emploi, il peut le restreindre dans les limites qu'il lui plaît d'assigner. Ce qui est dit des filets et des lacets ne doit pas s'entendre des pièges, le tribunal de Rambouillet a jugé en ce sens que l'autorisation de

se servir de bourses et de furets ne comporte pas celle d'employer des assommoirs (1).

Le mot pièges est par lui-même assez vague, car les pièges connus sont en grand nombre. Lorsque le préfet aura permis la destruction par pièges de certaine catégorie d'animaux malfaisants ou nuisibles, il appartiendra aux tribunaux de rechercher si les pièges employés conviennent bien à la destruction des animaux visés et ne sont pas plutôt de nature à capturer d'autres espèces d'animaux malfaisants ou nuisibles pour lesquels l'emploi des pièges n'est pas permis (2).

Lorsque le préfet n'a pas permis l'emploi de certains pièges ou filets, la détention et le port de ces engins est délictueuse aux termes de la loi du 3 mai 1844 et devient de ce chef punissable d'une amende de 50 à 200 fr. et éventuellement d'un emprisonnement de 6 jours à deux mois.

L'autorisation donnée par l'arrêté préfectoral de se servir de pièges ne couvre les propriétaires et fermiers qu'en ce qui concerne l'application de la loi du 3 mai 1844 sur la chasse. Mais elle n'a pas pour effet de dégager la responsabilité de ceux qui auraient posé les pièges de façon à nuire soit aux personnes, soit

(1) Rambouillet, 8 déc. 1892 (*Gaz. Trib.*, 9 févr. 1893).

(2) Amiens, 4 mars 1887 (*Rec. d'Amiens*, 1887, p. 145); — Amiens, 25 juin 1903 (*Rec. d'Amiens*, 1903, p. 172). D'après cette décision, lorsque l'arrêté préfectoral autorise l'emploi de pièges pour la destruction, il faut l'entendre de pièges qui tuent les animaux et non de pièges qui les capturent vivants.

aux animaux domestiques. Les tribunaux civils pourraient constater de ce chef une faute à la charge de celui qui a posé les pièges et sans porter atteinte à la séparation des autorités administratives et judiciaires, prononcer une condamnation civile basée sur l'application de l'art. 1382 (1).

Poisons. — Ce moyen est licite si le préfet en a autorisé l'usage. C'est l'un des plus préconisés à l'heure actuelle pour la destruction des renards, fouines, belettes et autres bêtes puantes. La découverte de la strychnine, poison sans odeur, assez bon marché, très violent et très rapide sous une faible dose, a tendu à en généraliser l'emploi. Le seul inconvénient de ce mode de destruction est la facilité avec laquelle ce poison, placé dans le corps de petits animaux, peut être absorbé par des chiens. Le plus souvent, l'emploi n'en sera permis qu'à la condition d'avoir rempli certaines mesures de publicité parmi lesquelles figure généralement une déclaration préalable à la mairie. Celle-ci cependant ne ferait pas obstacle à une demande d'indemnité fondée sur l'art. 1382 si une faute avait été commise dans la manière de disposer le poison.

(1) Trib. Bordeaux, 20 oct. 1863 (*Rép. de législ. forest.*, t. III, p. 295; — Trib. paix Aix, 17 déc. 1898 (*France judic.*, 99, 2, 150).

2° *En dehors de ces modes de destruction que le Préfet peut permettre lorsque la loi les défend, nous trouvons les engins que le Préfet peut défendre lorsque la loi sur la chasse les autorise.*

Le plus remarquable exemple de ces restrictions est fourni par l'emploi des armes à feu (1). La destruction pouvant avoir lieu pendant la nuit, les armes à feu peuvent être, dans l'obscurité, une grave cause d'accidents. Rien n'empêcherait donc le préfet d'en prohiber l'emploi pendant la nuit, puisqu'aussi bien la chasse où les armes sont autorisées ne peut jamais avoir lieu pendant ce temps. A défaut de cette prohibition, l'usage des fusils, pistolets, etc., serait permis (2), aussi bien pour la poursuite de ces animaux que pour la chasse au poste ou à l'affût. Lorsqu'un individu est trouvé la nuit porteur d'un fusil, s'il démontre avoir voulu faire un acte de destruction et non de chasse, il aura commis une infraction à l'arrêté préfectoral défendant l'emploi d'un fusil la nuit et non un délit de chasse. Nous avons vu l'importance de cette destruction.

3° *Les Préfets ayant reçu de l'art. 9, § 3, le pouvoir de déterminer les conditions dans lesquelles avait lieu le droit de destruction*

(1) Lyon, 19 mai 1905 (*Mon. Lyon*, 11 juill. 1905; — Rouen, 20 janv. 1906 (*Rec. Rouen*, 1906, p. 8).

(2) Orléans, 15 mai 1851; S., 51, 1, 156; D., 52, 2, 292; — Cass. crim., 16 janv. 1903; S., 1903, 1, 104.

on s'est demandé s'ils pourraient exiger comme conditions, la délivrance d'un permis de chasse à ceux qui se livrent à la destruction des animaux malfaisants ou nuisibles.

Il paraît bien certain, comme nous l'avons si souvent fait remarquer, que la destruction ne se confondant nullement avec la chasse, le permis n'est pas nécessaire dans le silence de l'arrêté préfectoral (1). Mais si le préfet a exigé un permis de chasse, n'a-t-il pas commis un excès de pouvoir ? On pourrait croire que non, en partant de cette idée que la délivrance d'un permis de chasse suppose chez celui qui en est titulaire certaine capacité qu'on peut être en droit d'exiger de celui qui se livre à l'opération bien semblable de la destruction, et l'on pourrait également se fonder sur les termes très généraux de l'art. 9, § 3 qui délègue au préfet le pouvoir de déterminer sans restrictions les conditions de l'exercice du droit de destruction. Mais on peut répondre à cette argumentation que le préfet ne peut pas poser de conditions à la jouissance du droit, il ne peut en poser qu'à son exercice. Or, exiger un permis de chasse, ce serait poser des conditions à la jouissance même du droit. Cette jouissance a été accordée par la loi même aux propriétaires, possesseurs et fermiers, il ne peut appartenir aux préfets de porter atteinte à cette dis-

(1) Cass., 27 oct. 1892 (*Le Droit*, 30 nov. 1892); — Narbonne, 23 févr. 1906 (*Mon. Lyon*, 15 mars 1906); — Giraudeau et Lelièvre, n° 658; — *Contrà* : Trib. d'Albi, 10 déc. 1883 (*La Loi*, 24 juin 1886),

position légale. Nous croyons donc que le préfet ne peut exiger d'un destructeur qu'il ait obtenu un permis de chasse. L'argument qui s'appuie sur la capacité nécessaire pour procéder à la destruction devrait conduire en effet à exiger un permis, même dans le silence de l'arrêté préfectoral.

TITRE III

DU DROIT DE LÉGITIME DÉFENSE CONTRE LES ATTAQUES DES ANIMAUX NUISIBLES OU MALFAISANTS

Ce droit n'est plus une mesure préventive, il s'exerce contre une attaque actuelle, et découle de l'art. 328 Code pénal (1), qui justifie l'homicide commis pour la défense de soi-même ou d'autrui. Il soulève l'examen de plusieurs questions théoriques :

1° Peut-il y avoir légitime défense pour d'autres infractions que l'homicide ?

Ceci ne nous paraît pas douteux. Le Code est muet, il est vrai, dans l'art. 64, qui pose les principes généraux de toute infraction, et ne parle de la légitime défense que pour l'homicide, mais il n'y a là qu'un défaut de plan involontaire.

Nous en concluons que la destruction d'un animal malfaisant ou nuisible, quelles que soient les circonstances, n'est jamais une infraction si elle a été commise pour la défense de soi ou d'autrui ;

2° Y a-t-il légitime défense possible contre un animal

(1) *Sur le fondement philosophique du droit de légitime défense* (Garçon, *Code Pénal annoté*, art. 328, p. 812).

qui attaque, non l'homme lui-même, mais sa propriété ? Cette question est controversée, mais, malgré la difficulté qu'ont certains arrêts à s'engager dans cette voie (1), c'est la tendance générale d'étendre le droit de légitime défense aux attaques contre les biens (2). S'il est vrai que le droit de légitime défense s'applique à des infractions peu graves, à de petits délits, on ne peut plus exiger, en pareil cas, la crainte d'un danger grave menaçant la vie de soi-même ou d'autrui. La défense des biens devient donc légitime si, toutefois, elle n'est pas excessive (3). On peut d'ailleurs invoquer en faveur du droit de légitime défense, à l'égard des attaques des animaux contre la propriété, l'art. 9, § 3, de la loi de 1884, qui consacre formellement à l'égard

(1) Cass., 11 juin 1880; S., 80, 1, 438; D., 80, 2, 281.

(2) Garraud. *Traité de Droit pénal*, t. I^{er}, p. 576 et note 8. La tendance des législations étrangères sur ce point est exposée dans Molinier et Vidal, *Droit pénal*, t. II, p. 197 et sq.

(3) Garçon, art. 328, n° 12.

On peut justifier cette idée en faisant rentrer alors la légitime défense dans l'idée de nécessité. C'est ainsi que s'exprime M. Garçon : « Dans la théorie que nous avons soutenue, les attentats à la liberté « et surtout les crimes et délits contre la propriété seront plus facilement justifiés que les violences contre les personnes, parce « qu'étant moins graves, elles rentrent plus facilement dans la « limite de la défense nécessaire (Garçon, *op. cit.*, art. 328, n° 104, p. 822 et n° 106, p. 823). On pourrait ajouter cette autre idée que la légitime défense est un peu la survivance du droit de se faire justice à soi-même et qu'on n'a pu admettre cette survivance qu'à condition que la peine infligée à l'agresseur par la victime soit proportionnée au ressentiment normal que l'acte a dû faire naître en elle. L'idée de vengeance contre les animaux n'a pas disparu des sentiments populaires.

des bêtes fauves le droit « du propriétaire ou du fermier
« de repousser ou de détruire, même avec des armes à
« feu, les bêtes fauves qui porteraient dommage à ses
« propriétés » (1). Pourquoi ce droit consacré à l'égard
des bêtes fauves ne le serait-il pas pour les animaux
malfaisants ou nuisibles ?

Ajoutons encore les lois du 4 avril 1889 et 21 juin
1898 qui permettent de tuer les volailles et les pigeons
que le propriétaire trouve sur son fonds (2).

Quel est le fondement de ces textes ? Ils sont absolus,
notamment ils n'exigent pas que cette destruction soit
un remède nécessaire, que des moyens d'intimidation
ou des mesures préventives se soient montrés impuis-
sants à écarter l'animal du lieu où il vient commettre
ses dégâts.

On pourrait peut-être expliquer ces dispositions en
disant qu'il existe dans l'esprit populaire un ressenti-
ment très vif contre les bêtes fauves et contre les
volailles et pigeons du voisin. On aurait présumé que
pour ces animaux de peu de valeur, il n'y avait pas
disproportion entre la perte de l'animal et le dommage
causé, et on aurait autorisé la destruction, dans tous
les cas, sans justification de l'état de nécessité.

Mais pour les autres animaux, pour ceux qui ne sont
pas naturellement dangereux, malfaisants ou nuisibles,
ou ceux qui seraient d'une valeur supérieure aux

(1) Voir *infra*, p. 126.

(2) Garçon, *op. cit.*, art. 328, n° 105 et les arrêts cités.

volailles ou pigeons, la destruction ne serait possible qu'à condition de justifier qu'il n'y a pas disproportion entre la perte de l'animal et le dommage causé par lui, et de démontrer que le destructeur s'est trouvé dans un cas de nécessité.

Pour nous résumer, nous dirons que des textes formels consacrent le droit de détruire les animaux portant atteinte à la propriété.

Ces textes énumèrent les bêtes fauves, décision qu'il faut étendre à tous les animaux malfaisants ou nuisibles par nature, et les volailles et pigeons.

Ces textes n'exigent pour cette destruction aucune espèce de condition autre que l'atteinte à la propriété.

Pour les autres animaux on pourrait les détruire, en vertu des principes généraux, quand ils nuisent aux propriétés, mais à condition qu'il n'y ait pas disproportion entre la vengeance et le dégât causé, et que cette destruction soit nécessaire pour éviter de nouveaux dégâts.

TITRE IV

PERMISSIONS INDIVIDUELLES.

Un arrêté du 19 pluviôse an V, permet aux préfets de délivrer des autorisations particulières à des chasseurs en vue de la destruction des animaux nuisibles. D'après l'administration (Circ. min. Int., 14 avril 1865), cet arrêté se trouve encore en vigueur sur ce point.

Ces autorisations sont délivrées sur la demande des particuliers sous forme de lettre officielle et sans qu'il soit besoin de rendre un arrêté préfectoral à ce sujet. Les demandes devront être rédigées sur papier timbré. Aucun recours autre que le recours gracieux n'est possible contre les décisions qui accordent ou refusent les autorisations, si ce n'est le recours pour détournement de pouvoir, dans le cas où le préfet aurait voulu rendre ces autorisations sans se soucier de l'intérêt général et dans le but de satisfaire l'agrément des particuliers.

L'autorisation est généralement nominative, elle est délivrée à des chasseurs disposant de moyens de chasse suffisants pour que l'autorisation puisse être efficace.

Nous ne pensons pas qu'on puisse délivrer la permission à tous les chasseurs d'une commune sans distinction, et que la simple possession d'un fusil réponde aux conditions de l'art. 5 de l'arrêté du 19 pluviôse an V qui est ainsi conçu : « Les corps administratifs
« sont autorisés à permettre aux particuliers de leur
« arrondissement qui ont des équipages et autres
« moyens pour ces chasses de s'y livrer sous l'inspection et la surveillance des agents forestiers (1) ».

Ces permissions donnent le droit d'exercer des faits de destruction bien plus que des faits de chasse. Il en résulte que ces permissions sont valables, même quand la chasse est fermée (2).

Elles ne sont valables que pour les animaux mal-faisants ou nuisibles et si le préfet n'a pas désigné ceux pour lesquels la permission est donnée, elle s'applique à tous ceux qui sont désignés dans son arrêté permanent sans exception. Les destructions qu'elles autorisent peuvent avoir lieu sans permis.

Ces autorisations donnent des avantages que ne conférerait pas le simple droit de destruction. Tout d'abord, elles peuvent être délivrées à d'autres que le propriétaire, possesseur et fermier et notamment on peut les accorder aux adjudicataires ou fermiers de chasse. En outre elles permettent aux propriétaires,

(1) *Contrà* : Puton, p. 219.

(2) *Contrà* : Trib. corr. de Châtillon s-Seine, 7 juin 1866 (*Rép. de lég. et de jurispr. forest.*, t. IV, p. 49).

possesseurs ou fermiers, de détruire les animaux nuisibles, même sur des terres autres que les leurs, car le préfet peut désigner les terres pour lesquelles cette permission sera valable (1), le plus souvent le préfet visera les forêts dépendant des domaines de l'Etat. Nous ne croyons pas qu'il soit permis au préfet de donner des permissions individuelles sur les terres de particuliers sans le consentement de ceux-ci. La présence nécessaire d'un agent des forêts quand la permission est donnée pour les forêts de l'Etat implique *a fortiori* le consentement du propriétaire si le titulaire de la permission voulait l'utiliser sur le terrain d'autrui.

Enfin elles peuvent permettre de détruire les animaux nuisibles sans contenir aucune des restrictions que l'arrêté préfectoral peut poser comme condition de la destruction. En effet, s'adressant à des personnes connues par leur expérience de la chasse, leur prudence et leur honorabilité, ces autorisations présentent de ce chef moins de dangers et d'inconvénients.

Comme compensation à la liberté plus grande dont ils profitent, les porteurs de permissions particulières sont astreints à n'agir qu'en présence d'un représentant de l'administration des forêts. Le permissionnaire devra donc prévenir l'agent des forêts le plus élevé en grade de sa circonscription pour que celui-ci assiste à

(1) Amiens, 21 févr. 1878 (*Rép. de lég. et de jurispr. forest.*, t. VIII, p. 91).

la chasse ou délègue un de ses subordonnés. Il ne nous paraît pas que la présence d'un agent forestier soit nécessaire malgré l'apparente généralité du texte de l'arrêté du 19 pluviôse an V, si la chasse ne devait avoir lieu que sur les terres du propriétaire. Cette hypothèse n'a pas été prévue par l'arrêté qui n'a envisagé que la chasse en forêt. C'est là en effet le repaire ordinaire des animaux malfaisants ou nuisibles.

TITRE V

MESURES PRISES PAR L'AUTORITÉ ADMINISTRATIVE EN VUE DE PROCÉDER A LA DESTRUCTION DES ANIMAUX MALFAISANTS OU NUISIBLES.

Nous nous sommes occupés jusqu'ici de la destruction de ces animaux par les soins des particuliers. Nous arrivons maintenant à la destruction faite par les soins de l'autorité administrative elle-même. Nous avons vu en effet que la destruction des animaux malfaisants ou nuisibles peut présenter dans certains cas un caractère d'intérêt général. Sans doute nous avons décidé, contrairement à l'opinion d'un grand nombre d'auteurs, qu'il s'agit, en l'espèce, le plus souvent d'un intérêt purement privé (1) et la preuve, selon nous, en est dans ce fait que c'est d'une façon exceptionnelle seulement que les pouvoirs publics s'occupent de la destruction de ces animaux. Mais il faut bien reconnaître que dans certaines circonstances spéciales l'intérêt public peut se trouver intéressé en notre matière. A ces circonstances exceptionnelles se trouvent rattachées trois institutions, celles de la Lou-

(1) *Suprà*, p. 40.

veterie, générale pour toute la France, celle des battues organisées par le préfet et répondant à des intérêts départementaux, et celles enfin organisées par les maires pour protéger des intérêts communaux.

CHAPITRE PREMIER

Louveterie.

§ 1^{er}.

Cette institution fort ancienne remonte à l'époque où le grand nombre des loups avait nécessité un corps spécial chargé de les détruire. C'est de ce but qu'elle tire son nom. Elle s'est conservée jusqu'à nous, quoiqu'à vrai dire le nombre décroissant des loups ait beaucoup amoindri son utilité. Aussi a-t-elle quelque peu changé de caractère avec le temps et essayé de légitimer son existence en étendant le cercle de ses attributions pour y comprendre la destruction d'autres bêtes malfaisantes que les loups.

La louveterie ne justifie donc plus à l'heure actuelle son nom. Elle se conserve par la force des traditions, mais elle devrait être complètement réorganisée. Un savant professeur de droit qui faisait dans ses ouvrages suivre son nom des titres de doyen de la Faculté de Dijon et d'ancien lieutenant de louveterie, M. F. F. Villequez, a présenté avec chaleur la défense de son ancienne charge, et rédigé un projet de loi sur la destruction des animaux malfaisants et nuisibles, dans lequel la louveterie tient encore une place honorable.

§ II.

Nous croyons inutile de nous étendre longuement sur cette institution qui appartient plutôt au passé, et de refaire le long historique que M. Villequez a présenté avec beaucoup d'érudition (2). Qu'il nous suffise de dire que créée par Charlemagne dans ce temps où les loups causaient de grands ravages, organisée par François I^{er} en 1520, mise en faveur par les rois de France, dont la chasse était l'une des distractions favorites, elle devint un monopole recherché par la noblesse. C'en était assez pour que la Révolution la supprimât par les décrets des 2 et 3 novembre 1789 et 22-30 avril 1790, et la remplaçât par des mesures administratives (décrets des 28 septembre, 6 octobre 1791 et 19 pluviôse an V. Ce dernier arrêté est encore en vigueur. Napoléon 1^{er}, dans son désir de donner à sa Cour l'éclat de l'ancien régime, ne pouvait manquer de rétablir la charge de grand veneur et la louveterie. Il le fit par un arrêté du 1^{er} germinal an XIII.

La Restauration enfin, relevant les institutions de l'ancienne monarchie, se préoccupait de la louveterie dans les ordonnances des 15 août 1814, 14 septembre 1830, 24 juillet, 18 août 1832, 21 décembre 1844, 20 janvier 1845 et 12 juillet 1845.

(1) Villequez, *op. cit.*, p. 507 et s.

(2) Villequez, *op. cit.*, p. 502 et s.

§ III.

Les ordonnances aujourd'hui en vigueur ont institué un régime administratif assez remarquable. Les louvetiers ou lieutenants de louveterie reçoivent des commissions officielles et personnelles dont on se demande si elles font d'eux des fonctionnaires publics.

Certaines règles nous porteraient à croire que les lieutenants de louveterie sont des fonctionnaires publics.

1° C'est ainsi qu'on admet généralement que le lieutenant de louveterie se trouve placé sous l'autorité d'agents de l'Etat, considérés comme des supérieurs hiérarchiques sur la présentation desquels ils sont nommés par le préfet. Ce sont le directeur général des forêts et le conservateur des forêts, d'après l'opinion la plus accréditée;

2° C'est ainsi qu'on admet encore que suivant les règles applicables aux fonctions publiques, quoique les commissions soient annuelles, si le préfet a oublié de les renouveler, elles se renouvellent tacitement, car c'est une règle de droit public que les fonctionnaires même nommés à temps doivent continuer les devoirs de leurs fonctions tant qu'ils n'ont pas été remplacés dans celle-ci;

3° Le préfet détermine le nombre des lieutenants de louveterie dans son département. En règle générale, il n'en nomme pas plus d'un par arrondissement, mais en sens contraire, il peut réunir plusieurs arrondisse-

ments pour en faire la circonscription d'un seul lieutenant de louveterie, si les besoins de la charge ne sont pas trop importants. Cette circonscription délimite les privilèges du lieutenant de louveterie qui n'a de pouvoir que sur le territoire qui lui est assigné ;

4° C'est comme agent chargé d'une mission officielle que le lieutenant dirige les battues de plein droit, si le préfet n'a désigné personne à ce sujet ;

5° C'est comme agent officiel qu'il adresse des rapports à l'administration à la fin de chaque battue ;

6° Il peut chasser le loup sur le terrain non clos d'autrui, sans la consentement du propriétaire et même contre le gré de celui-ci, n'est-ce pas là un acte qui ne peut être permis qu'à un agent disposant de la puissance publique ;

7° Il a le droit de porter un uniforme.

Mais à d'autres points de vues, le lieutenant de louveterie apparaît comme un particulier dirigeant une œuvre d'utilité publique.

1° En effet, les lieutenants de louveterie ne concourent pas à un service public organisé d'une façon indépendante ;

2° Ils ne font pas d'actes d'autorité administrative ;

3° Leurs fonctions sont gratuites et surtout honorifiques ;

4° Il a besoin, pour attaquer les loups, de la présence d'un agent forestier. On ne comprendrait guère cette exigence si le lieutenant de louveterie

n'était pas un simple particulier agissant seulement sous la surveillance et le contrôle de l'administration ;

5° Les animaux tués par le lieutenant sont sa propriété particulière et non celle d'un service public. Nouvelle preuve, dit-on, qu'il n'est pas fonctionnaire public, sans quoi la propriété des animaux tués par lui devrait appartenir au service public dont il ferait partie.

En présence de ces contradictions, il nous paraît très difficile de déterminer exactement le rôle du lieutenant de louveterie. En réalité, cette complication s'explique peut-être par l'ancienneté même de ces fonctions, qui ont conservé de nos jours leur caractère primitif et nous rappellent l'époque où les fonctionnaires royaux exerçaient leur charge plus dans leur intérêt propre et comme une propriété particulière que comme une délégation de la souveraineté donnée dans l'intérêt public.

§ IV.

Au surplus, qu'il soit fonctionnaire public ou simple particulier, le lieutenant de louveterie jouit de plusieurs privilèges :

1° Il peut chasser en tout temps, même à l'époque où la chasse est fermée. Cependant il ne peut chasser à courre que dans les temps où cette sorte de chasse est permise, sans quoi il risquerait fort de se voir appliquer la fable de La Fontaine :

... et les chiens et les gens
Firent plus de dégâts en une heure de temps
Que n'en auraient fait en cent ans
Tous les lièvres de la Province.

Lorsque la chasse à courre n'est pas permise, le louvetier doit donc se contenter de la chasse à tir. Il le peut faire en toute saison, même croyons-nous en temps de neige.

Nous ne pensons pas cependant qu'il pourrait chasser pendant la nuit. La nécessité de la présence d'un agent forestier sera d'ailleurs le plus souvent un obstacle à la chasse de nuit si le louvetier était tenté de la pratiquer ;

2° Il peut chasser avec des engins prohibés, et détruire les loups au moyen de piège. Quoique ce soit là pour lui une obligation inscrite dans la loi, il aura rarement l'occasion de la mettre à profit pendant le temps de la chasse à courre, cette charge, toute honorifique, étant pour la plupart des louvetiers, l'occasion d'entretenir une meute, pour laquelle les pièges constitueraient des dangers trop certains.

On peut remarquer à ce sujet que les limites imposées dans l'emploi des pièges par l'arrêté préfectoral pris en vertu de l'article 9 § 3, ne s'appliquent qu'aux propriétaires, possesseurs et fermiers. Les lieutenants de louveterie tiennent en effet leur droit de détenir et de poser toutes espèces de pièges sans distinction de l'ordonnance du 20 août 1814, antérieure à la loi de 1844 et à laquelle cette loi n'a pas dérogé ;

3° Ils jouissent du privilège de chasser le loup sur tous les terrains non clos, même appartenant à autrui et sans le consentement des propriétaires de ces terres ouvertes. Cette faculté qui peut sembler exorbitante doit être interprétée restrictivement. Le plus souvent on ne la reconnaît qu'en ce qui concerne la chasse du loup et non celle des autres animaux malfaisants ;

4° Ils ont le privilège d'être dispensés du permis de chasse lorsqu'ils agissent dans l'exercice de leurs fonctions ;

5° Ils ont le privilège de pouvoir chasser le sanglier deux fois par mois dans les forêts de l'Etat dépendant de leur circonscription. Ce droit leur est donné pour leur permettre de garder leurs chiens en bonne condition et leur fournir un entraînement raisonnable. La meute ainsi tenue en haleine pourra mieux forcer le loup, animal fort résistant, dont la poursuite nécessite des chiens rapides et courageux. Il n'est pas nécessaire, selon nous, qu'un agent de l'Administration forestière soit convoqué à ces chasses qui ne peuvent avoir lieu qu'à courre et qui, se trouvant être de véritables actes de chasse, ne peuvent être permises que dans le temps et dans les conditions imposées par la loi de 1844.

Puisqu'il s'agit d'actes véritables de chasses, elles ne peuvent avoir lieu sur le terrain d'autrui et le lieutenant est obligé de rompre ses chiens lorsque les sangliers quittent les forêts de l'Etat. Ces chasses doivent

avoir lieu deux fois par mois. Le bénéfice de celles qui n'ont pas lieu en temps voulu est perdu sans retour.

Le lieutenant de louveterie ne faisant cette chasse que pour entraîner sa meute, ne doit servir le sanglier que si celui-ci fait ferme et tient tête aux chiens. Le lieutenant devient alors propriétaire de l'animal. Serait coupable d'un délit de chasse le lieutenant qui aurait mis à mort un sanglier dans d'autres circonstances (1).

6° Le lieutenant de louveterie dirige enfin les battues et chasses exceptionnelles dirigées contre les loups.

En pareil cas, le préfet est obligé de le consulter à peine de nullité de l'arrêté qui ordonne la battue. Mais cet avis ne lie pas le préfet (2). Lorsque l'arrêté ne contient aucune désignation d'autre personne, c'est au lieutenant de louveterie à qui revient de droit la charge de diriger la battue (Ordonnance du 20 août 1814, art. 11).

Ceci nous amène à parler des battues considérées comme des modes de destruction des animaux malfaisants ou nuisibles.

(1) Trib. corr. Châtillon-s-Seine, 16 janv. 1857 (*Journ. des Chass.*, 21^e année, p. 415).

(2) Cons. d'Ét., 12 mai 1882 ; S., 84, 3, 35 ; — 23 nov. 1883 ; D., 86, 5, 59.

CHAPITRE II

Battues.

Cette rubrique comprend les battues dirigées contre les seuls animaux malfaisants ou nuisibles. Elles dérogent aux règles posées par la loi de 1844 et, comme telles, méritent d'être nommées exceptionnelles. Ces mesures qui avaient déjà été posées dans l'ancien Droit par un édit du 18 janvier 1600 se trouvent aujourd'hui régies par l'arrêté du 19 pluviôse an V qui, nous l'avons vu, est encore en vigueur en matière de louveterie. C'est lui qui réglemente également les battues et a conféré à ce sujet certains pouvoirs aux préfets. La loi du 5 avril 1844 a attribué des pouvoirs semblables à l'autorité municipale.

Les battues sont donc de diverses sortes, celles qui sont organisées par les préfets et celles qui sont organisées par les maires.

§ 1^{er}.

Nous étudierons d'abord les battues qui sont faites par les soins de l'autorité préfectorale.

C'est l'arrêté du 19 pluviôse an V qui a donné au préfet le droit d'organiser des battues et leur en fait même en quelque sorte une obligation.

D'après cet arrêté il doit être fait tous les trois mois et même plus fréquemment, si besoin en est, des chasses et battues particulières, aux loups, renards, blaireaux et autres animaux nuisibles. Comme on le voit, l'arrêté prévoit deux choses différentes : les chasses qui consistent à poursuivre les animaux de bout en bout et les battues proprement dites qui consistent à poster des tireurs devant lesquels des rabatteurs font fuir le gibier qui est tiré au passage.

De même on voit que les mots « générales » et « ou particulières » prévoient une plus ou moins grande extension donnée à ces moyens de destruction.

On dit que la chasse ou battue est générale quand elle a lieu dans une circonscription administrative toute entière ; on la dit particulière quand elle a lieu pour une forêt ou un domaine. Dans les deux cas les chasses ou battues comprennent un grand nombre de tireurs, ce n'est donc pas à ce point de vue qu'il faut prendre les mots « générales » et « particulières », ces expressions visent les territoires et non les convocations adressées aux invités.

C'est le préfet qui décide si l'on doit procéder à une chasse ou à une battue. Il peut en déterminer les conditions et notamment proscrire ou autoriser l'emploi de chiens. A ce propos on se demande s'il peut être

ordonné une chasse aux chiens dans le temps où la chasse à courre est interdite. Nous avons vu qu'en pareil cas, le lieutenant de louveterie chassant seul ne le pouvait pas. Pourquoi, lorsqu'il dirige seulement la battue ou chasse collective le pourrait-on ? La Cour de Dijon a jugé cependant que les chasses ou battues pouvaient avoir lieu avec chiens courants, même dans le temps où la chasse à courre n'est pas ouverte (1). Sans doute l'ordonnance du 20 août 1814 qui défend aux louvetiers de chasser à courre le loup, pendant la fermeture de ce genre de chasse, ne s'applique pas aux chasses et battues collectives, mais les raisons logiques de décider sont les mêmes, c'est la crainte des dégâts commis par cette chasse, dans les récoltes, qui doit toujours l'empêcher en dehors du temps de fermeture. Le préfet, lorsque la chasse à courre n'est pas autorisée, fera sagement, selon nous, de n'autoriser que des battues avec fusils et sans chiens courants.

En tous cas il n'appartient pas à celui qui dirige l'opération de déterminer les moyens à employer pour procéder à la chasse ou battue, lorsque le préfet a statué à ce sujet. L'autorisation se trouve alors strictement limitée par les termes même de la décision préfectorale (2).

(1) Dijon, 19 janv. 1881, D., 82, 5, 64.

(2) Cass., 30 juin 1841; S., 42, 1, 657; — Rennes, 20 nov. 1895 (*Gaz. Trib.*, 11 déc. 1895).

1^o Propositions.

Les agents forestiers, maires, lieutenants de louverie ont le droit de proposer des battues au préfet. Les simples particuliers peuvent également demander qu'il en soit fait, mais ces demandes n'ont pas le même caractère administratif que les propositions émanant des autorités compétentes (Circul. du Min. de l'Intér. des 1^{er} mars et 11 avril 1865 et Ordonn. du 20 août 1814).

Sur ces propositions ou demandes c'est le préfet qui accorde l'autorisation, à moins qu'il ne s'agisse d'autoriser des battues dans les bois des communes ou des établissements de bienfaisance auquel cas le décret du 13 avril 1861 a donné au sous-préfet le droit d'autoriser la battue. Aucun recours autre que le recours gracieux n'est permis contre la décision du préfet qui refuserait cette autorisation.

2^o Formes de l'arrêté préfectoral.

Nous venons de voir sur quelles propositions ou demandes cet arrêté était rendu. Cet arrêté est pris dans la forme ordinaire. Toutefois il faut un arrêté véritable, une simple lettre du préfet ne serait pas suffisante d'après la jurisprudence de la Cour de cassation (1). On sait que d'une façon générale, les actes qui devraient être authentiques ne peuvent être envoyés par télégramme, ceux-ci ne comprenant pas

(1) Cass., 30 juin 1841 ; S., 42, 1, 657.

de signature destinée à leur donner l'authenticité, un télégramme ne saurait donc remplacer l'arrêté du préfet, mais il est plus difficile de savoir si la battue ou chasse pourrait avoir lieu dès que l'arrêté a été rédigé, sur simple avis télégraphique ou non que l'arrêté vient d'être rendu et signé.

Cet arrêté n'a besoin ni d'être publié, ni d'être notifié d'une façon spéciale, il suffit qu'il soit porté selon nous à la connaissance des intéressés et notamment à la connaissance de celui qui est chargé de diriger la battue. Nous avons vu que d'après une opinion il est nécessaire que cette connaissance soit parvenue d'une façon officielle, un télégramme ne suffirait pas, son origine n'étant pas certaine (1).

L'arrêté désigne généralement le directeur de la battue et des terrains sur lesquels celle-ci doit avoir lieu. Il vise également les animaux qui peuvent en être l'objet.

3° *Recours.*

Dès que l'arrêté est connu il peut être l'objet d'un recours de la part des personnes intéressées. Tout d'abord nous trouvons le recours gracieux qui sera adressé soit au préfet lui-même, soit à ses supérieurs hiérarchiques.

Ensuite vient le recours contentieux devant le

(1) Pour la validité : Rennes, 20 nov. 1895 (*Gaz. Trib.*, 11 déc. 1895).

Conseil d'Etat pour incompétence ou excès de pouvoir. Il y a lieu à recours contentieux si le préfet a négligé les formes ou s'il n'a pas pris les avis exigés par la loi. A côté du recours pour incompétence ou excès de pouvoir figure celui pour détournement de pouvoir. Il pourrait être invoqué si le préfet avait usé de son droit dans un autre but que la destruction des animaux nuisibles, par exemple en agissant dans un but politique pour favoriser des personnes déterminées ou nuire à des adversaires. C'est, nous venons de le dire, au Conseil d'Etat qu'appartient la connaissance des recours contentieux ; c'est là une conséquence du principe de la séparation des autorités administratives et judiciaires.

Cependant les tribunaux judiciaires peuvent malgré ce principe être appelés à connaître des arrêtés en question.

Il en est ainsi quand une poursuite correctionnelle est intentée pour une infraction à la loi de 1844 qui se serait produite au cours d'une battue. Dans ces circonstances, il appartient aux tribunaux de rechercher si les règles de la loi de 1844 n'ont pas été observées. En principe, on n'a point besoin d'observer dans une battue la règle de cette loi. Mais pour qu'elle produise cet effet, il est nécessaire qu'elle soit régulière, c'est-à-dire légale. C'est ainsi que les tribunaux correctionnels seront amenés à chercher la légalité des arrêtés préfectoraux pour savoir s'ils doivent condam-

ner ou non les infractions à la loi de 1844 commises au cours des battues.

Que se passera-t-il si les tribunaux, soit administratifs soit judiciaires ont reconnu l'irrégularité de l'arrêté préfectoral ?

Selon nous, et contrairement à l'opinion de MM. Giraudeau et Lelièvre, les battues irrégulières étant de nul effet, il s'ensuit que ceux qui y ont pris part se trouvent avoir fait un acte qui peut tomber sous les prohibitions de la loi de 1844, car les battues se font généralement avec des privilèges qui les mettent en dehors des conditions exigées par la loi sur la chasse.

Tous ceux qui ont coopéré à la battue à des titres divers, se trouvent être co-auteurs ou complices, louvetiers, agents et gardes-forestiers, maires, piqueurs, chasseurs et traqueurs. Toutefois, celles de ces personnes qui n'ont agi que sur réquisition et pour obéir au commandement de l'autorité légitime, se trouvent de ce chef couvertes par l'art. 327 du Code pénal.

Pour les autres, elles sont coupables d'un délit et l'on sait même qu'en pareille matière, l'excuse tirée de la bonne foi n'est pas admise (1).

(1) En ce sens : Cass., 6 juill. 1861 ; S., 61, 1, 917 ; D., 61, 1, 352 ; — Cass., 18 janv. 1879 ; S., 79, 1, 135 ; D., 81, 1, 41 ; — 29 juin 1889 ; S., 89, 1, 448 ; — Besançon, 21 juin 1877 ; S., 78, 2, 165 ; D., 78, 2, 237 ; — Paris, 10 janv. 1880 (*Rép. de législ. et de jurispr. forest.*, t. IX, n° 30) ; Trib. correct. de Neuchâtel, 27 janv. 1883 (*Gaz. Trib.*, 8 avril 1882).

4° Personnel dont se compose la battue.

La battue se trouve placée sous la direction d'un chef. Ceci est en effet de toute nécessité. Une battue ne peut réussir, que si elle est conduite avec méthode dans le plus grand silence. Il est donc indispensable qu'une personne expérimentée indique à chacun sa place et sa tâche avec assez d'autorité pour être aussitôt obéie. Ce commandement est encore absolument nécessaire pour prévenir les accidents qui se produiraient si chacun pouvait agir à sa guise. Le préfet a pleins pouvoirs pour désigner dans son arrêté le chef de la battue. Nous avons déjà vu, en étudiant les fonctions des lieutenants de louveterie, que c'est à eux que revenait de droit les fonctions de chef de battue lorsque le préfet n'avait désigné personne (1). A défaut de celui-ci, elles sont dévolues à l'agent forestier (arrêté du 19 pluviôse an V). Mais si ces deux personnes font connaître au préfet qu'il leur est impossible de présider la battue, celui-ci peut nommer soit le maire de la commune dont dépend le territoire où l'on chasse, soit un chasseur notoirement connu (2) (Circ. Ministre Intérieur, 11 avril 1865).

Les fonctions de chef de battue consistent à faire le plan d'attaque, à indiquer à chacun sa place, à

(1) Voir *suprà*, p. 78.

(2) Villequez, p. 407.

commander le mouvement des rabatteurs, à arrêter la battue lorsque celle-ci sort des limites prévues par l'arrêté préfectoral et à écarter les tireurs inexpérimentés ou de mauvaise réputation.

A côté des fonctions de direction, il faut placer les fonctions de surveillance qui appartiennent normalement aux agents forestiers.

L'agent forestier a sa place marquée dans la battue. C'est à lui que revient, en effet, la mission de rechercher si une contravention n'est pas faite à l'arrêté préfectoral. La raison qui commande ici leur présence est la même que celle qui oblige le lieutenant de louveterie à les appeler lorsqu'il veut chasser un loup. On va jusqu'à admettre que l'agent forestier exerce un droit de contrôle sur les tireurs et qu'il lui est permis d'écarter tel ou tel, sans même donner les motifs de sa décision. C'est là un pouvoir qu'il partagerait avec le lieutenant de louveterie (1).

Enfin, viennent les tireurs et les traqueurs.

Les tireurs se présentent le plus souvent spontanément, on les recrute facilement parmi les chasseurs de la région, fort heureux de trouver l'occasion de tirer la grosse bête.

A défaut de volontaires, on a le droit d'adresser de véritables réquisitions. Ces réquisitions sont obligatoires pour ceux qui, tireurs ou traqueurs, en sont

(1) Trib. Arbois, 5 mars 1878 (*Rép. de législ. et de jurisprud. forest.*, t. VIII, n° 25, p. 61).

l'objet ; c'est un point communément admis. Mais il est très difficile de préciser la sanction de cette obligation. Il ne semble pas que ce puisse être la peine prévue par l'art. 471, § 15 du Code pénal, contre ceux qui ne se sont pas conformés aux règlements ou arrêtés publics de l'autorité (1). En effet, cet article exige une publication et les convocations ne sont pas rendues publiques. Ce ne peut guère être non plus la peine d'amende de 6 à 10 fr. prévue par l'art. 475, § 12 du Code pénal, contre ceux qui refusent de porter secours à autrui dans certains cas. Ce serait forcer le sens des termes que de vouloir assimiler une battue à des secours apportés dans une calamité publique.

On en arrive alors à une troisième opinion qui ressuscite deux arrêts du Conseil des 26 février 1697 et 14 janvier 1698 fixant une amende de 10 livres pour refus d'obéir à une semblable réquisition (2). Cette opinion qui compte de nombreux partisans, ne laisse pas, elle aussi, que de paraître un peu surprenante ; cependant, on peut remarquer que les arrêtés en question ne paraissent pas avoir été jamais formellement abrogés, que le système de peines qu'ils comportent n'est pas contraire à nos principes actuels du droit pénal, et qu'enfin si l'on juge désirable une sanction, celle qu'ils proposent est assez équitable.

(1) Cass., 24 août 1821 et 16 févr. 1833.

(2) En ce sens : Villequez, p. 419 ; Giraudeau et Lefèvre, n° 1295.

Cette opinion a donc rallié le plus grand nombre de suffrages.

Les adjudicataires des chasses dans les forêts de l'Etat sont toujours, et sans qu'il soit besoin d'une désignation spéciale, obligés de concourir aux battues. Mais quelle est la sanction de cette obligation ? Cette question qui à première vue paraît sans importance, n'en a pas moins suscité, elle aussi, des opinions différentes.

La controverse s'explique sur ce point par la rivalité qui existe entre les adjudicataires des chasses et ceux qui demandent les battues. Une battue est fort désagréable pour l'adjudicataire de la chasse, car le bruit fait par les traqueurs effarouche le gibier et le décantonne souvent.

Si donc le locataire de la chasse s'abstient de participer à une battue dans le lot qui lui est affermé, quelle en sera la sanction ? Pour les uns, c'est l'art. 44 de la loi du 3 mai 1844 qui est applicable, cet article prononce une amende de 16 à 100 francs (1). Pour les autres, il faudrait encore avoir recours à nos arrêts de 1697 et 1698 qui prononcent une amende de 10 livres (2).

Peut-être conviendrait-il seulement d'appliquer l'art. 471, § 15 du Code pénal, c'est-à-dire une amende de 1 à 5 francs pour contravention à l'ordonnance du

(1) Villequez p. 421.

(2) Giraudeau et Lelièvre, n° 1298 et s.

12 juillet 1845 qui édicte pour les locataires de chasse cette obligation de concourir aux battues (2).

Une circulaire du Ministère de l'Intérieur du 22 juillet 1851 décide que les habitants qui, sur réquisition, ont pris part à une battue, n'ont droit à aucune indemnité.

5° Du temps pendant lequel peut avoir lieu la battue :

Les battues ne présentent guère d'utilité que pendant l'hiver. C'est à ce moment seulement que les bois, dépouillés de leurs feuilles, permettent de bien apercevoir les animaux poursuivis, d'en suivre la trace et de les retrouver. C'est également le moment où les animaux, ne trouvant plus que difficilement leur nourriture dans les bois, vont commettre des dégâts au loin dans les plaines. Cependant, les battues peuvent être rendues nécessaires à toute époque, lorsque des champs sont bouleversés par les animaux malfaisants ou nuisibles après avoir été ensemencés ou plantés au printemps, ou lorsque les récoltes sont foulées au milieu de l'été.

Exiger que la chasse soit ouverte lorsque les battues sont nécessaires eût été grandement réduire l'utilité de celles-ci. Aussi les battues sont-elles per-

(3) Fuzier-Hermann. *Répert. du Droit français*, V^e Destruction des animaux nuisibles, n° 603.

mises en tous temps, toutefois, il convient de distinguer suivant qu'elles sont faites ou non à l'époque où la chasse est ouverte.

Lorsque la chasse est ouverte, chacun est maître de faire des battues sur ses terres et d'y tuer le gibier aussi bien que les animaux malfaisants ou nuisibles.

Si cette battue est dirigée uniquement contre les animaux {malfaisants ou nuisibles, elle peut être ordonnée par le préfet, les tireurs ou traqueurs peuvent être requis et ils sont dispensés d'avoir un permis de chasse. Elle ne peut alors être dirigée contre le gibier.

Lorsque la chasse est fermée, il est toujours nécessaire d'obtenir l'arrêté préfectoral. Celui-ci indique généralement le jour où la battue doit avoir lieu. Il peut cependant se contenter d'un délai dans lequel la battue doit être faite. C'est alors au directeur de la chasse, le plus souvent le lieutenant de louveterie, qu'il appartient de déterminer le jour précis de cette battue (1).

Le préfet pourrait prescrire dans un seul arrêté plusieurs battues à effectuer dans un temps déterminé, cette faculté n'est pas tout à fait contraire à l'obligation d'autoriser les battues par des arrêtés spéciaux. C'est encore au directeur, nommé pour présider ces battues, qu'il appartiendrait, en pareil cas, de fixer la

(1) Bourges, 24 mars 1873; S., 71, 2, 34; D., 72, 2, 20.

date où elles auront lieu, en se maintenant dans le délai donné. Le choix d'un jour peut influencer beaucoup sur le succès d'une battue ; il est raisonnable de confier ce choix à la personne la plus expérimentée et de ne pas l'imposer trop longtemps à l'avance.

6° *Sur quels terrains les battues peuvent-elles être ordonnées ?*

Certainement, dans les forêts de l'État, mais aussi sur les propriétés ouvertes, sans le consentement des propriétaires et même contre leur gré (1) Au point de vue strictement juridique, il est permis de pénétrer sur les propriétés sans avertir les propriétaires (2). Mais les convenances et les usages en disposent généralement autrement.

C'est l'arrêté préfectoral qui détermine et précise les terrains sur lesquels la battue doit avoir lieu. Si la battue s'écartait de ce terrain, elle cesserait de jouir des immunités légales (3).

7° *Animaux qu'on peut et qu'on doit détruire dans les battues.*

L'art. 2 de l'arrêté du 19 pluviôse an V permet d'exécuter des battues pour détruire les loups, renards

(1) Amiens, 21 févr., 1878 ; S., 78, 2, 166).

(2) Circ. Min. int., 22 juill. 1851 ; — Nancy, 11 août 1863 (*Rép. de législ. et de jurispr. forest.*, t. II, p. 216) ; — Trib. Château-Chinon, 24 sept. 1887 (*Le Droit*, 20 nov. 1887) ; Villequez, p. 423.

(3) *Contrà* : Nancy, 11 mai 1850 ; D., 1852, 2, 268.

et autres animaux nuisibles. En ce qui concerne les loups, renards et blaireaux qui sont expressément visés par ce texte, il ne saurait y avoir aucune difficulté. Le préfet peut toujours les désigner comme pouvant être détruits par une battue.

Il est au contraire controversé de savoir ce qu'il faut entendre par l'expression générale d'animaux nuisibles qui figure dans la partie finale de l'arrêté du 19 pluviôse an V.

S'agit-il d'une dénomination comprenant tous ces animaux sans exception, en sorte qu'il appartiendrait à l'autorité judiciaire de rechercher si les animaux désignés par l'arrêté préfectoral rentrent ou non dans le cadre des animaux nuisibles, et si, de ce fait, l'arrêté régulièrement pris ou non, fait disparaître ou laisse subsister l'application de la loi de 1844 (1) ?

S'agit-il, au contraire, des animaux malfaisants ou nuisibles tels que le préfet les a nommés dans son arrêté permanent relatif à leur destruction (2) ?

Cette seconde opinion semble plus logique. Si le préfet n'a pas prévu un animal comme malfaisant ou nuisible, il semblerait se donner une contradiction à lui-même en autorisant une battue pour le détruire. S'il s'aperçoit qu'il a commis un oubli dans son arrêté permanent, rien n'empêche de le réparer.

(1) Giraudeau et Lelièvre, n° 1245.

(2) Villequez, p. 358 et 359.

Enfin, les battues causant plus de troubles et étant de ce fait plus graves que les modes de destruction ordinaire, il semblerait étonnant que des battues puissent être permises contre des animaux pour lesquels, en raison de leur absence sur l'arrêté préfectoral, les moyens ordinaires de destruction ne seraient pas permis.

Il est donc nécessaire, selon nous, que l'animal chassé en battue figure sur l'arrêté préfectoral permanent contenant la liste des animaux malfaisants ou nuisibles du département.

C'est entre eux que le préfet sera appelé à faire un choix. Il devra, en l'espèce, s'efforcer de concilier les intérêts adverses des agriculteurs et du public d'une part, et les intérêts des propriétaires et des fermiers des chasses, d'autre part. Ceux-ci, dont on trouble la tranquillité, dont on foule les champs et dont on effraye le gibier, ne sont que médiocrement partisans des battues. Quelques-uns s'efforcent parfois de les empêcher de réussir. Ceci est surtout vrai lorsque les battues sont dirigées contre des animaux malfaisants ou nuisibles qui ont également le caractère de gibier.

Le Conseil d'Etat a annulé, en 1881, pour excès de pouvoir, un arrêté préfectoral autorisant une battue contre des cerfs et des biches. Cependant, nous l'avons vu, ces animaux peuvent figurer dans les arrêtés permanents comme animaux malfaisants ou nuisibles (1).

(1) Cons. d'État., 1^{er} avril 1881, précité.

Les animaux pour lesquels il y a le plus de doute sont les sangliers et les lapins.

En ce qui concerne les sangliers, disons tout de suite qu'en fait, les préfets autorisent les battues contre eux. Et même le plus souvent, étant donnée la rareté des loups et la ruse des renards, il n'y a guère que contre les sangliers que les battues produisent des résultats en rapport avec l'appareil déployé.

C'est donc qu'on estime que ces animaux causent vraiment d'importants dégâts. En réalité ils sont plutôt nuisibles par les dégradations qu'ils commettent en foulant les récoltes, car ils brisent et déracinent plus qu'ils ne mangent. Les battues, en les effrayant, les font changer de retraite et le plus grand nombre qui s'échappe se retire assez loin, le but poursuivi est atteint. Il semble donc légitimement permis de les comprendre dans les battues (1).

Le Conseil d'Etat, dans le même arrêt de 1881, a reconnu que les préfets ne pouvaient organiser des battues contre les lapins. Cette décision est difficile à critiquer, c'est là affaire d'appréciation personnelle plutôt que problème de droit.

8° Les animaux tirés dans la battue appartiennent en principe et suivant les règles ordinaires, à celui qui les a tués ou blessés à mort, au propriétaire de la meute, si l'animal a été forcé par les chiens. La prime,

(1) Cons. d'Ét., 1^{er} avril 1881, précité.

quand elle est due, appartient, au contraire, à celui qui a donné la mort dans tous les cas.

Le tireur qui en devient propriétaire peut transporter et vendre l'animal qu'il a tué pendant la fermeture de la chasse, s'il s'agit d'un animal carnassier, car la loi de 1844 ne prohibe que la vente et le transport du gibier en temps prohibé.

Pour les sangliers qui rentrent dans la dénomination de gibier, ils ne devraient, en temps de fermeture, ni pouvoir être transportés ni pouvoir être vendus. En fait et malgré que la solution précédente soit seule légale, l'administration use de tolérance à ce sujet.

Une fois la battue finie, il doit être adressé, aux termes de l'art. 6 de l'arrêté du 19 février au V, un rapport sur les opérations. Ce rapport, qui indique les incidents de la chasse, le nombre et l'espèce des animaux détruits, est envoyé au Ministère de l'Agriculture par les soins du directeur de la battue chargé de le rédiger.

§ II. — **Pouvoirs de l'autorité municipale.**

Les pouvoirs de police que l'on reconnaît au maire devaient conduire à lui attribuer un rôle dans la destruction des animaux malfaisants ou nuisibles.

Ce sont ces attributions que nous allons étudier,

mais cette étude nous retiendra moins longtemps que la précédente.

Le maire, en effet, n'a, dans notre matière, que des pouvoirs de peu d'étendue, car les animaux malfaisants ou nuisibles ayant leur retraite habituelle dans les bois et forêts où il faut le plus souvent aller les chercher pour les atteindre, on rencontre en face de soi l'administration des forêts qui relève du préfet et non pas d'un simple maire.

On comprend également que l'intérêt départemental présentant une plus grande importance qu'un simple intérêt communal, le premier puisse s'imposer davantage au respect des particuliers. De là vient que le préfet peut prendre des mesures qui sont interdites au maire.

Les textes qui confèrent des pouvoirs à l'autorité municipale en notre matière sont : l'art. 90 § 9 de la loi du 5 avril 1884 et l'art. 73 de la loi du 21 juin 1898.

Ces textes sont ainsi conçus :

Loi 1884, art. 90. — Le maire est chargé sous le contrôle du conseil municipal et la surveillance de l'administration...

« 9° de prendre, de concert avec les propriétaires
« ou les détenteurs du droit de chasse dans les buis-
« sons, bois et forêts, toutes les mesures nécessaires
« à la destruction des animaux nuisibles désignés
« dans l'arrêté du préfet pris en vertu de l'art. 9 de

« la loi du 3 mai 1844 ; de faire, pendant le temps de
« neige, à défaut des détenteurs du droit de chasse, à
« ce dûment invités, détourner les loups et sangliers
« remis sur le territoire ; de requérir, à l'effet de les
« détruire, les habitants avec armes et chiens propres
« à la chasse de ces animaux ; de surveiller et d'as-
« surer l'exécution des mesures ci-dessus et d'en
« dresser procès-verbal.

Art. 97. — La police municipale comprend notamment...

§ 8 « Le soin d'obvier ou de remédier aux inconvé-
« nients fâcheux qui pourraient être occasionnés par
« la divagation des animaux malfaisants ou féroces.

L'art. 73 de la loi du 21 juin 1898 est ainsi conçu :

« Les maires sont chargés de la police rurale con-
« cernant les récoltes. Ils assurent l'exécution des
« prescriptions relatives à la destruction des animaux,
« des insectes et des végétaux nuisibles à l'agriculture.
« ils font constater par les gardes champêtres et tous
« autres agents sous leurs ordres les délits et les con-
« traventions aux lois et aux règlements ayant pour
« but la protection des récoltes.

La loi de 1884 vise donc plutôt les animaux malfaisants ou nuisibles en général, tandis que la loi de 1898 est spéciale aux animaux nuisibles qui portent préjudice aux récoltes.

La loi de 1884 confère aux maires des pouvoirs

délimités d'une façon très nette, la loi de 1898 se contente de rappeler des prescriptions d'ordre général.

Les mesures prises par la loi de 1884 peuvent se ramener à trois :

1° Organiser des battues dans les cas urgents et graves ;

2° Prendre, de concert avec les propriétaires, des mesures destinées à compléter dans les communes celles prises par le préfet en vertu de l'art. 9, § 3 ;

3° Faire détourner et détruire en temps de neige les loups et les sangliers :

1° Le maire n'a le droit d'organiser des battues que dans les cas urgents et graves. Il le pourrait pour faire cerner et tuer quelque animal dangereux, échappé comme il arrive parfois d'une ménagerie foraine. Cette hypothèse semble prévue par l'art. 97, § 8, de la loi de 1884. Remarquons d'ailleurs que ces battues municipales ne présentent pas le caractère officiel, et l'appareil un peu pompeux des battues préfectorales. Le maire à la hâte, en un cas grave, appelle quelques tireurs, chacun se dirige vers les animaux dangereux, ou se poste pour les attendre, il n'y a ici ni représentant de l'administration des forêts, ni lieutenant de louveterie, ni rapport administratif au Ministre, mais un simple acte de défense contre un danger urgent ;

2° Le maire a le droit de prendre des mesures pour la destruction des animaux malfaisants ou nuisibles dans les buissons, bois et forêts, situés sur le territoire

de la commune. Ces mesures doivent être prises par lui, d'accord avec les propriétaires ou détenteurs du droit de chasse.

C'est là, en quelque sorte un complément du droit de destruction prévu par l'art. 9, § 3 de la loi de 1844 pour les animaux compris dans l'arrêté préfectoral permanent, qui désigne les espèces malfaisantes ou nuisibles.

Le droit de destruction, en effet, peut être limité par le préfet qui est maître de déterminer les conditions dans lesquelles cette destruction pourra avoir lieu. Lorsque ces limitations rendent impossible dans une commune le droit de destruction, le maire peut alors prendre des mesures destinées à assurer ce droit (1). De même, nous avons vu que selon nous, le droit de destruction n'appartenait pas aux adjudicataires ou fermiers du droit de chasse, le maire au contraire peut organiser la destruction avec le concours de ces personnes.

A ce double point de vue les pouvoirs du maire présentent donc une utilité qui justifie leur existence. Mais en même temps, la loi a exigé, en raison de ces pouvoirs étendus, que le maire agisse de concert avec les propriétaires et détenteurs du droit de chasse.

Ceux-ci peuvent donc s'opposer aux mesures que désire prendre l'autorité municipale et empêcher que la

(1) Cass., 12 juin 1886 ; — S. 86, 1, 490. D., 87, 1, 45 ; — Rouen, 21 fév. 1886 (*Rec., Rouen et Caen*, 86, 1, 106).

destruction ait lieu sur leurs domaines, si tel est leur bon plaisir, tandis qu'au contraire, nous l'avons vu, ils ne pourraient s'opposer à une battue ordonnée par le préfet.

Quelquefois en louant la chasse de bois communaux, les maires stipulent dans le cahier des charges qu'ils pourront faire procéder à la destruction des animaux malfaisants ou nuisibles et que l'adjudicataire donne par avance son assentiment aux mesures qui seraient prises à cet effet. Une telle clause est-elle valable. Elle ne nous paraît en rien contraire à l'ordre public (1).

Il convient de remarquer d'ailleurs que le pouvoir ici conféré aux maires ne s'applique qu'aux buissons, bois et forêts, situés sur le territoire de la commune.

C'est le maire lui-même ou le garde champêtre délégué par lui, qui surveille les opérations, et non l'agent forestier, comme nous l'avons vu pour les battues organisées par le préfet. Les mesures sont prises par lui, sans aucune condition de forme. Il n'est même pas obligé de prendre de ce chef un arrêté véritable (2). Il suffit qu'il ne soit pas douteux que les mesures aient été réellement prescrites. Parmi ces mesures on peut citer de petites battues comprenant un certain nombre de tireurs de la commune, ou bien la pose d'engins prohibés, même par l'arrêté préfector-

(1) En ce sens : Cass., 19 janv. 1894. (*Gaz. Trib.* 22-23 janv. 1894).

(2) *Contra* : Trib. Compiègne, 29 juill. 1885 ; — D., 87 3, 39 ; — Dans notre sens ; Cass., 12 juin 1886 ; S., 86, 1, 490 ; — D., 87, 1, 45.

ral permanent relatif à la destruction des animaux malfaisants ou nuisibles ;

3^o Les maires peuvent enfin faire procéder à la destruction des loups et sangliers en temps de neige.

C'est là une opération qui est prévue exclusivement pour le temps de neige, et qui ne s'applique qu'aux seuls loups et sangliers, mais qui peut avoir lieu sur d'autres terres que les buissons, bois ou forêts.

C'est pour les maires, plus qu'une faculté, c'est un devoir de faire procéder à cette destruction. Celle-ci peut avoir lieu sur toutes les terres de la commune sans aucune exception et même sans le consentement des propriétaires ou fermiers de chasse. Toutefois l'art. 90 de la loi du 8 avril 1884 ne conférant ce droit aux maires qu'à défaut des détenteurs du droit de chasse à ce dûment invités, il est nécessaire que les intéressés aient été mis à même de prendre les mesures de destruction, sans quoi l'opération municipale serait irrégulière (1).

Il suffit d'ailleurs, suivant l'opinion générale, que le maire ait averti formellement les intéressés, qu'à défaut de destruction de leur part, il prendrait les mesures que la loi lui donne le droit d'ordonner. On n'exige pas une mise en demeure formelle résultant d'un arrêté municipal.

Si après un avertissement officieux les intéressés n'ont pas fait le nécessaire, le maire fera le plus sou-

(1) Cass., 12 juin 1886 ; — S., 86, I, 489 ; D., 87, I, 41.

vent procéder à une sorte de battue. Il pourra y convoquer les habitants de la commune qui ne sauraient s'y soustraire, ni réclamer aucune indemnité pour leur peine ou leur dérangement.

Ces sortes de battues ont lieu hors la présence de l'agent forestier et de sa surveillance, à moins cependant qu'elles n'aient lieu dans les forêts de l'Etat dépendant du territoire de la commune (Circulaire Ministère Intérieur, 4 décembre 1884).

Que se passerait-il si le maire avait organisé une de ces battues en dehors des conditions exigées par la loi, par exemple, en dehors du temps de neige ou pour d'autres animaux que les loups ou les sangliers ou enfin sans avoir dûment averti le propriétaire ou détenteur du droit de chasse ?

Nous avons trouvé semblable question à propos des battues préfectorales et nous ne pouvons que renvoyer aux solutions que nous avons données à ce sujet. Remarquons d'ailleurs que le maire peut alors tomber sous le coup de la loi de 1844 et qu'ayant commis, non une faute de service, mais une faute personnelle, il relève de la juridiction judiciaire (1).

(1) Cass., 12 juin 1886 ; S., 86, 1, 490 ; D., 87, 1, 45.

CHAPITRE III

Responsabilités encourues à l'occasion des mesures ordonnées par l'autorité.

Ces responsabilités peuvent être encourues pour dommages causés soit aux personnes, soit aux propriétés. Nous avons vu qu'aucune rémunération ne peut être exigée des rabatteurs et tireurs pour leur temps et pour leur peine.

L'inexpérience de certains tireurs, le grand nombre de ceux-ci placés à proximité les uns des autres de façon à empêcher la fuite des animaux, l'émotion qui résulte du bruit fait par les traqueurs et enfin la difficulté de bien distinguer à travers bois, expliquent les accidents graves qui viennent souvent attrister les battues.

La responsabilité de ces accidents incombe d'abord à celui qui en est l'auteur, en vertu de l'art. 1382 et lorsqu'une faute, comme il arrive le plus fréquemment, peut être relevée à sa charge.

Le directeur de la battue n'est pas civilement responsable des tireurs qui ne sont pas ses préposés aux

termes de l'art. 1384. On ne pourrait donc prononcer de condamnation contre eux qu'en retenant une faute personnelle à leur charge, comme le fait d'avoir organisé une battue avec un plan défectueux, cause initiale des accidents qui se sont produits.

En ce qui concerne les dommages causés aux propriétés, ceux-ci résultant de l'exercice d'un service public commandé dans l'intérêt général, ne donnent pas lieu à une indemnité à défaut d'un texte de loi. Il en serait cependant autrement selon nous si le dommage résultait non de l'exercice normal de la battue, mais de négligence ou d'abus, constituant des fautes personnelles et non des fautes imputables à l'exercice normal du service public lui-même.

DEUXIÈME PARTIE

BÊTES FAUVES

Nous avons étudié jusqu'ici la législation applicable aux animaux malfaisants ou nuisibles. Et nous avons à ce propos invoqué bien souvent l'art. 9, § 3 de la loi du 3 mai 1844. Or cet article continue ainsi :
« Sans préjudice du droit appartenant au propriétaire
« ou au fermier de repousser ou de détruire, même
« avec des armes à feu, les bêtes fauves qui porteraient
« dommage à ses propriétés. »

Il existe donc une dénomination juridique des
« bêtes fauves » à côté de celle d'animaux malfaisants ou nuisibles.

TITRE PREMIER

DÉFINITION

CHAPITRE PREMIER

Exposé des opinions doctrinales.

Quel est le sens de cette expression ?

Ecoutons d'abord une première interprétation qui prend le mot de bête fauve comme synonyme de bêtes sauvages et carnassières, tels sont les lions, tigres, etc., qu'on nomme généralement grands fauves. Mais ce sens populaire n'a rien à voir avec le sens légal, car l'art. 9, § 3 parle des bêtes fauves qui porteraient dommages aux propriétés. Les bêtes carnassières ne causent pas de dommages aux récoltes.

Ceci dit, et cette première interprétation ainsi écartée, tout le monde n'est pas d'accord sur le sens qu'il convient de donner à l'expression « bêtes fauves ».

Certains auteurs (1) pensent que l'expression « bêtes fauves » fait double emploi avec celle d'animaux malfaisants ou nuisibles. S'il en était ainsi, il serait « bien difficile d'expliquer la dernière partie du « § 3 de la loi de 1844 ». En effet, après avoir décidé que les préfets des départements prennent, sur l'avis des Conseils généraux, des arrêtés pour déterminer les « espèces d'animaux malfaisants ou nuisibles « que le propriétaire, possesseur ou fermier pourra, « en tout temps, détruire sur ses terres et les condi-
« tions de l'exercice de ce droit », le texte ajoute : « sans préjudice du droit appartenant au propriétaire « ou au fermier de repousser ou de détruire, même « avec des armes à feu, les bêtes fauves qui porteraient « dommage à ses propriétés ».

Il est bien évident, dès lors, que si l'art. 9, § 3 visait deux fois les mêmes animaux, il eût été parfaitement superflu d'indiquer dans la deuxième partie de ce paragraphe, la nécessité d'un dommage causé aux propriétés, puisque cette condition n'était pas mentionnée dans la première partie. Et puisque ces deux parties de l'article autorisent la destruction à des conditions et dans des circonstances différentes, il est bien naturel de penser que les expressions différentes qu'elles emploient pour désigner chacune des bêtes à détruire, correspondent en réalité à des animaux

(1) Championnière, p. 70 ; — Camusat et Basserolles, p. 96.

différents, ce qui justifie pleinement la différence de rédaction. On est ainsi conduit à suivre une seconde interprétation et à prendre le mot « bêtes fauves » dans son sens étymologique, c'est-à-dire bêtes dont le poil est fauve. Ce qui comprend notamment les cerfs, daims, chevreuils, etc.

C'est d'ailleurs le sens qu'on a souvent donné à cette expression de bêtes fauves dans les textes anciens. On employait quelquefois aussi l'expression « bêtes rousses » pour désigner les loups, renards, blaireaux, fouines, putois et les sangliers de six mois à un an. L'expression « bêtes noires » désignait au contraire les sangliers, laies, marcassins.

Si les bêtes rousses sont des animaux malfaisants et nuisibles, il n'en est pas de même des bêtes fauves prises dans le sens général que nous avons donné à ce mot. Les bêtes fauves constituent du gibier à proprement parler, elles ne sont donc pas uniquement et complètement nuisibles ou malfaisantes. Elles constituent alors une catégorie à part qu'il serait fort difficile de préciser si l'on n'avait pour résoudre le problème les enseignements de l'histoire et les éclaircissements que nous donnent les travaux préparatoires de la loi de 1844.

Dans l'ancienne vénerie, nous dit Henriquez dans son « nouveau Code des chasses », on entend par bêtes fauves les sangliers, cerfs, chevreuils, daims et chamois. Les rois de France avaient une trop profonde

connaissance des règles et expressions employées à la chasse pour avoir pu commettre une confusion sur ce point ; or, on trouve en ce sens une lettre de Louis XI (janvier 1478), qui permet l'établissement pour *les bêtes fauves* d'une garenne à laquelle se réparent et se tiennent plusieurs bêtes sauvages comme cerfs, biches, chevreuils (1).

L'art. 15 des 22-30 avril 1790 a réglementé le droit de destruction des bêtes fauves. On sait que le privilège de la chasse et les abus qui en résulteraient quoique n'étant pas des plus importants au point de vue politique, étaient cependant un des plus impatiemment supportés en raison des vexations innombrables dont il était le prétexte. Aussi, l'un des premiers actes de la Révolution fût-il de supprimer le privilège des seigneurs concernant la chasse et de donner aux paysans en même temps que le libre exercice du droit de chasse, la faculté de « repousser avec des armes à feu, les bêtes fauves qui se répandraient dans les récoltes ».

Il est certain que les animaux carnassiers ne portent aucun dommage aux récoltes, les bêtes fauves dont il est parlé dans la loi de 1790 étaient les bêtes fauves prises dans le sens que nous venons d'indiquer comme reconnu dans l'ancien droit, c'est-à-dire les

(1) Isambert. *Recueil général des anciennes lois françaises*, t. X, p. 804.

animaux à poil fauve, cerfs, daims, chevreuils, chamois, etc. . .

Si nous passons de l'histoire à l'étude des travaux préparatoires de l'art. 9 de la loi de 1844, nous voyons qu'on a voulu y reproduire les dispositions de la loi de 1790. En effet, le projet du Gouvernement ne comprenait à l'origine que la disposition conférant aux préfets le droit de déterminer les animaux malfaisants ou nuisibles. Il a paru que cette disposition n'était pas suffisante et c'est pourquoi on a reproduit dans la dernière partie du § 4 de l'art. 9, les dispositions déjà contenues dans la loi de 1790 et relatives aux bêtes fauves.

Le passage suivant d'un des orateurs, M. Crémieux, est caractéristique à ce sujet :

« Le projet de loi nous interdisait sur nos propriétés
« le droit général et absolu de détruire les animaux
« malfaisants ; il fallait que le préfet vînt nous donner
« ce droit, nous dire quels étaient les animaux mal-
« faisants et déterminer quels étaient les conditions
« d'exercice de ce droit. Nous ne pouvions admettre
« un pareil système, une pareille violation du droit de
« propriété. On pourra chasser, même en temps
« prohibé, les animaux malfaisants sur les propriétés
« non closes, non attenantes à l'habitation, mais il
« faudra l'autorisation d'un règlement du préfet, nous
« y consentons ; maintenant, à côté de ce droit il y
« en a un autre pris dans la loi de 1790 et dans

« laquelle nous l'avons copié, droit naturel d'ailleurs
 » et qui n'est pas contestable ; c'est le droit pour le
 « propriétaire de détruire tout animal malfaisant quel
 « qu'il soit, en tout temps, quand il menace ou attaque
 « la propriété ».

Nous appuyant sur l'ancien droit et sur les paroles que nous venons de citer, nous nous rallions donc à l'opinion d'après laquelle les Tribunaux chargés de déterminer le sens de l'expression « bêtes fauves », seraient liés par les usages reçus dans l'ancienne vénerie. Ceci les conduirait à reconnaître comme bêtes fauves les cerfs, daims, chevreuils, chamois, sangliers, loups, renards et d'autres bêtes puantes, mais les porterait à exclure de cette catégorie les lièvres, les lapins et les oiseaux de proie (1). Cette opinion nous paraît, en droit, la meilleure mais elle n'est pas généralement suivie.

D'après une opinion plus large, on devrait considérer comme bêtes fauves tous les animaux sans exception qui, par leur nature ou leur nombre, sont susceptibles de causer un dommage à la propriété. L'expression de bêtes fauves deviendrait un synonyme de celle de bêtes sauvages. C'est là sans doute forcer un peu le terme employé par la loi, mais c'est peut-être rentrer dans son esprit, puisqu'elle parle « des bêtes fauves qui porteraient dommage à la propriété ».

(1) En ce sens : Giraudeau et Lelièvre, n° 691 et s. ; — Dumont, n° 89 ; — Chenu, p. 143.

Cette opinion s'appuie également sur les paroles que nous avons rapportées plus haut et qui ont été prononcées lors de la discussion de l'art. 9 de la loi de 1844. Ce système, qui a été soutenu avec vigueur par M. Villequez (1) a été également adopté par un assez grand nombre d'auteurs (2). Certains y ajoutent une petite remarque. Ils distinguent certains animaux qui, même en petit nombre, comme les cerfs et les sangliers, causent du dommage aux récoltes et d'autres dont la présence n'est dangereuse que lorsqu'ils sont en grand nombre, comme les lapins et certains oiseaux. Pour les derniers animaux le droit de destruction n'existerait que dans le cas où leur présence trop nombreuse dans les champs serait la cause principale de leurs dégâts (3).

Cette opinion, qui semble aujourd'hui devoir l'emporter dans la doctrine, n'est pas à notre sens la plus correcte dans l'interprétation du mot « bêtes fauves » mais c'est elle qui répond le mieux au vœu de la loi.

Si celle-ci était à refaire, c'est la solution que nous adopterions, mais en présence du texte actuel, il nous paraît difficile de ne pas interpréter le mot « bêtes fauves », en donnant à cette expression la portée qu'elle avait dans notre ancienne vénerie.

(1) Villequez, *op. cit.*, p. 145 et s.

(2) De Neyremand, p. 27; Jullemier, *Procès de chasse*, p. 1050; — Daguin, p. 273; — Puton, p. 347; — Chardon, p. 101; — Berriat St-Prix, p. 97; — Leblond, n° 146.

(3) Fuzier-Hermann, *Répertoire, V° Destruction des animaux nuisibles*, n° 191.

Quelle est l'opinion de la jurisprudence sur ce point ?

La Cour de cassation semble admettre qu'elle est liée par le sens du mot « bêtes fauves » tel qu'on le comprenait autrefois, et qu'elle est obligée de l'interpréter d'une façon limitée (Cassation, 11 juin 1880 et 5 janvier 1883) (1).

On peut citer dans le même sens un arrêt de Lyon du 15 mai 1893 (2).

Plusieurs décisions, s'inspirant de cette idée ont refusé aux lièvres le caractère de bêtes fauves (3).

Plusieurs Cours et Tribunaux se sont ralliés au contraire au dernier système qui admet la généralité de l'expression « bêtes fauves » et qui l'étend à tous les animaux sauvages susceptibles de causer un dommage aux propriétés (4).

(1) S., 80, 1, 438 ; D., 80, 1, 281 ; S., 86, 1, 439 ; D., 83, 5, 55.

(2) *Journal des Parquets*, 93, 2, 116.

(3) Cass., 29 avril 1858 ; D., 68, 1, 299 ; 20 juill. 1883, S., 85, 1, 334 ; — D., 83, 5, 59 ; — Aix, 26 déc. 1883 ; S., 86, 2, 207 ; — Paris, 21 mai 1881 (*Le Droit*, 26 mai 1881).

(4) Agen, 21 juill. 1852 ; S., 52, 2, 442 ; D., 53, 2, 10 ; — Rouen, 7 août 1862 ; D., 64, 2, 452 ; — Clermont, 26 mars 1868 ; D., 71, 3, 100 ; — Montbrison, 11 nov. 1872 ; — S., 74, 2, 24 ; D., 73, 3, 56 ; — Chambéry, 9 janv. 1895 (*Journ. Cour Chambéry*, 1891, p. 65) ; — Château-Thierry, 29 mars 1895 ; S., 96, 2, 116.

CHAPITRE II

Jurisprudence

Pour présenter un aperçu complet de la jurisprudence sur ce point, nous croyons devoir donner un tableau comprenant pour chaque espèce d'animaux les décisions rendues.

§ 1^{er}. — Décisions admettant le caractère de bêtes fauves.

<i>Cerf</i>	Cass., 14 avr. 1848 (1). Rouen, 25 fév. 1875 (2).
<i>Chevreuil</i>	Orléans, 25 juil. 1861 (3). Rouen, 10 juin 1865 (4). Paris, 21 juin 1866 (5).
<i>Sanglier</i>	Cass., 13 avr. 1865 (6). Metz, 28 nov. 1867 (7). Paris, 31 avr. 1881 (8). Trib. corr. Trévoux, 26 mars 1902 (9).

(1) D., 48, 1, 135.

(2) S., 75, 2, 136 ; D., 76, 2, 169.

(3) D., 61, 2, 172.

(4) *Rec. de Rouen*, 1865, p. 187.

(5) *Gaz. Trib.*, 30 juin 1866.

(6) S., 65, 1, 391 ; D., 65, 1, 196.

(7) S., 68, 2, 275 ; D., 68, 2, 123.

(8) D., 82, 5, 64.

(9) *La Loi*, 8 juill. 1902.

- Fouines et Putois.* Cass., 23 juil. 1858 (1).
Riom, 19 mai 1858 (2).
- Le Loup*..... Cass., 28 avr. 1883 (3).
Id., 20 déc. 1883 (4).
Poitiers, 19 janv. 1883 (5).
- Renard*..... Cass., 26 juin 1878 (6).
Rennes, 18 juill. 1887 (7).
Marennes, 5 juill. 1886 (8).
- Blaireau*..... Orléans, 6 mars 1906 (9).
- Loutre*..... Colmar, 5 juin 1860 (10).
Chambéry, 9 janv. 1891 (11).
Douai, 17 fév. 1897 (12).
Trib. corr. Beaume-les-Dames,
23 mai 1906 (13).
- Pigeon ramier*... Clermont, 26 mars 1868 (13).
Chât.-Thierry, 29 mars 1895 (14).

(1) S., 58, 1, 833; D., 58, 1, 377.

(2) S., 58, 2, 429; D., 58, 1, 377.

(3) S., 85, 1, 334; D., 85, 5, 54.

(4) S., 85, 1, 472; D., 84, 1, 96.

(5) S., 83, 2, 85; D., 83, 2, 45.

(6) S., 78, 2, 328; D., 80, 2, 73.

(7) S., 88, 2, 116; D., 88, 2, 32.

(8) S., 87, 2, 8; D., 87, 2, 130.

(9) *Gaz. Trib.*, 17 juin 1906.

(10) De Neyremand, p. 347.

(11) *Journ. Chambéry*, 91, p. 65.(12) *Gaz. Trib.*, 19-20 avr. 1898.(13) *Mon. de Lyon*, 24 août 1906.

(13) D., 71, 3, 100.

(14) S., 96, 2, 116.

<i>Corbeaux</i>	Rouen, 7 août 1862 (1).
<i>Pies</i>	Angers, 10 mars 1874 (2).
<i>Moineaux</i>	Paris, 21 janv. 1864 (3).
	Montbrison, 11 nov. 1872 (4).
<i>Pinsons</i>	Agen, 21 juill. 1862 (5).
<i>Grues</i>	Nancy, 23 avr. 1852 (6).

§ II. — **Décisions qui ont refusé de reconnaître le caractère de bêtes fauves.**

<i>Lièvres</i>	Cass., 29 avr. 1858 (7).
	Id., 20 juill. 1883 (8).
	Aix, 26 déc. 1883 (9).
<i>Lapins</i>	Trib. Seine, 9 janv. 1846 (10).
	Orléans, 15 mai 1851 (11).
	Rouen, 18 fév. 1866 (12).
	Dreux, 28 déc. 1891 (13).

(1) D., 64, 2, 152.

(2) S., 75, 2, 207 ; D., 74, 2, 178.

(3) Blanche. *Rép. de légist. for.*, t. III, n° 566.

(4) S., 74, 2, 24 ; D., 72, 3, 56.

(5) S., 52, 2, 442 ; D., 53, 2, 10.

(6) *Journ. des Chasseurs*, 16^e année, p. 468.

(7) D., 58, 1, 299.

(8) S., 85, 1, 334 ; D., 83, 5, 59.

(9) S., 86, 2, 107.

(10) Cité par Petit, t. I, p. 393.

(11) S., 53, 2, 12 ; D., 52, 2, 292.

(12) S., 64, 2, 62 ; D., 64, 2, 154.

(13) *Le Droit*, 19 mars 1892.

- Paris, 15 mars 1892 (1).
 Orléans, 3 fév. 1893 (2).
 Lyon, 23 mai 1893 (3).
 Paris, 17 fév. 1899 (4).
 Rouen, 20 janv. 1906 (5).
Corbeaux..... Cass., 5 nov. 1842 (6).
 Romorantin, 29 déc. 1899 (7).
 Lyon, 19 mai 1905 (8).
Pies..... Orléans, 16 sept. 1844 (9).
 Angers, 10 mars 1874 (10).
 Cass., 11 juin 1880 (11).
Pigeons ramiers.. Amiens, 17 fév. 1880 (12).
 Cass., 11 juin 1880 (13).
Moineaux..... Cass., 5 janv. 1883 (14).

(1) *La Loi*, 27 avril 1892.

(2) S., 95, 2, 39.

(3) *Gaz. Trib.*, 30 août 1893.

(4) S., 99, 2, 109.

(5) *Rec. Rouen*, 1906, p. 8.

(6) S., 43, 1, 75.

(7) *La Loi*, 2 fév. 1900.

(8) *Mon. Lyon*, 11 juill. 1905.

(9) *Journ. du Palais*, 44, 2, 421.

(10) S., 75, 2, 207; D., 74, 2, 178.

(11) S., 80, 1, 438; D., 80, 1, 281.

(12) *L'Ecole des Communes*, 1880, p. 190.

(13) S., 80, 1, 438; D., 80, 1, 281.

(14) S., 86, 1, 439; D., 83, 5, 54.

CHAPITRE III

Utilité de distinguer les bêtes fauves des animaux malfaisants et nuisibles.

Le droit de détruire les bêtes fauves est distinct dans la loi de 1834 du droit de détruire les animaux malfaisants ou nuisibles. Nous venons d'étudier les animaux qui rentrent dans l'appellation de bêtes fauves et nous avons montré que ce ne sont pas les mêmes que ceux désignés sous le nom d'animaux malfaisants ou nuisibles.

Dans l'opinion que nous avons adoptée, le nombre des bêtes fauves se trouve être le plus réduit.

D'ailleurs, des différences importantes sont à signaler entre ces deux catégories d'animaux. Leur simple énoncé suffira à justifier la distinction contenue dans la loi.

Aussi, le droit de détruire les animaux malfaisants ou nuisibles est accordé aux propriétaires, possesseurs et fermiers. Lorsqu'il s'agit des bêtes fauves, la loi ne parle plus que du propriétaire ou du fermier. Est-ce avec intention ?

Les conditions du droit de destruction des animaux malfaisants ou nuisibles sont prévues par un arrêté préfectoral qui règle souverainement la manière dont cette destruction aura lieu. Au contraire, aucune limitation ne peut être apportée au droit de repousser ou de détruire les bêtes fauves, droit contenu sans restriction dans la loi elle-même.

Enfin, le droit de détruire les animaux malfaisants ou nuisibles est accordé sans qu'il soit nécessaire qu'au moment de la destruction ces animaux aient déjà causé un dommage aux récoltes. Au contraire, la destruction des bêtes fauves n'est légitime qu'au moment même où celles-ci, aux termes de la loi, nuisent aux propriétés.

CHAPITRE IV

Nature juridique du droit de repousser et de détruire les bêtes fauves.

Ces différences tiennent en réalité à une distinction fondamentale qu'il convient d'exposer tout d'abord.

Le droit de destruction des animaux malfaisants ou nuisibles est une concession de la loi. Le droit commun en cette matière est le droit de chasse, tel qu'il est régi par la loi de 1844. Dans un intérêt général et dans l'intérêt plus spécial de certaines personnes, la loi a permis à l'autorité administrative de prendre des mesures exceptionnelles dans la limite où elles seraient nécessaires.

Il s'agit là d'une législation de circonstance, variant avec chaque département, toujours changeante et susceptible de se transformer ou de disparaître avec les besoins qui rendaient nécessaire l'exception au droit commun.

Mais au contraire le droit de repousser et de détruire les bêtes fauves qui porteraient dommage à la propriété est reconnu comme droit commun par la

loi même de 1844. Cela résulte de la rédaction de l'art. 9, § 3 : « Sans préjudice du droit appartenant au propriétaire ou au fermier ». Ces mots consacrent l'existence d'un droit supérieur appartenant au propriétaire ou au fermier et auquel la loi serait impuissante à porter préjudice parce qu'il s'agit ici d'une faculté inhérente à l'homme, constituant pour lui un droit naturel, antérieur et supérieur aux lois écrites, celle de se défendre soi et ses biens (1). Une conséquence de cette idée est que les préfets n'auraient aucune qualité pour réglementer, de manière à le limiter, le droit de repousser les bêtes fauves qui portent dommage à la propriété (2). C'est, tout au plus, s'ils pourraient prendre des mesures de nature à empêcher que cette faculté naturelle ne fût exercée de manière dangereuse pour la sécurité publique, parce que le propre des mesures de police est de limiter nos facultés naturelles dans ce qu'elles pourraient avoir d'abusif. Ainsi le préfet pourrait-il exiger que l'emploi de pièges, de poison ou d'armes à feu, dans le but de repousser les bêtes fauves soit entouré de certaines garanties destinées à prévenir les accidents.

(1) *Trib. corr.*, Beaume-les-Dames, 23 mai 1906 (*Mon. Lyon*, 24 avril 1906).

(2) *Trib. corr.* Marseille, 3 nov. 1898 (*La Loi*, 1^{er} déc. 1898).

CHAPITRE V

Des personnes à qui appartient le droit de destruction des bêtes fauves.

Ce sont, aux termes de l'art. 9, § 3, le propriétaire et le fermier. On se souvient que le même article désigne comme ayant le droit de détruire les animaux malfaisants ou nuisibles, le propriétaire, le possesseur et le fermier.

Dans l'opinion générale, on déclare que l'oubli du possesseur a été, dans la seconde partie de l'article, une simple inadvertance de la loi et on y supplée (1). Il y a, en faveur de cette opinion, un argument décisif. Le droit de repousser les bêtes fauves est une faculté naturelle que la loi n'avait pas à accorder, mais simplement à consacrer. Il faut donc reconnaître ce droit à tous ceux qui, naturellement, ont un intérêt légitime à défendre des propriétés. Le possesseur est, jusqu'à preuve du contraire, réputé propriétaire, il a,

(1) Giraudeau et Lelièvre, n° 699; Villequez, p. 158; — Chenu, p. 145.

sur les fruits, soit un droit actuel s'il est de bonne foi, soit un droit éventuel s'il est de mauvaise foi ; son intérêt à repousser les bêtes fauves ne saurait être douteux. Il pourra, ainsi que l'usufruitier, l'emphytéote, l'antichrésiste, le superficiaire, l'usager, le titulaire d'un droit d'habitation (1) repousser les incursions des bêtes fauves sur les propriétés soumises à son droit.

La loi, à côté du propriétaire, désigne le fermier en disant : « Le propriétaire ou le fermier ».

On s'est demandé si le mot « ou » n'entraînait pas cette alternative que l'un ou l'autre seul pouvait exercer le droit de destruction. Nous ne nous arrêtons pas à cet argument de texte, parce que la loi n'a pas à limiter par ses expressions un droit naturel ; quand même elle eût voulu le restreindre à un seul des intéressés, elle n'aurait pu le faire.

Le seul point à rechercher, croyons-nous, est celui de savoir si le propriétaire et le fermier peuvent avoir concurremment un intérêt à repousser les bêtes fauves et à les détruire. Lorsque le propriétaire a loué sa ferme, il se désintéresse des récoltes et semble désormais abandonner au fermier le soin de les défendre. C'est en vain qu'on argumente de l'intérêt que le propriétaire peut avoir à conserver des récoltes qui constituent son gage. Il serait bien extraordinaire que le paiement du loyer fût compromis par suite des dégâts des bêtes fauves. Donc, en fait, le plus souvent

la présence du fermier suffira à écarter la présence du propriétaire. Il n'en serait plus de même si le propriétaire avait confié sa ferme à un métayer, en pareil cas, l'intérêt de l'un et de l'autre et, par suite, le droit de chacun d'eux nous semblerait évident.

Telle est la solution normale, celle qui résulte des principes. Est-il permis aux parties de la modifier par des conventions particulières, notamment est-il permis au propriétaire d'enlever au fermier pour se le réserver en propre, le droit de repousser les bêtes fauves et de les détruire ?

On a soutenu que ce droit était institué dans un intérêt public et qu'il était défendu d'y déroger (1). Nous avons déjà dit ce que nous pensions de l'ordre public en pareille matière. Si l'ordre public était ici en jeu, point ne serait besoin d'attendre qu'un dommage fut causé à une propriété particulière, et de remettre le pouvoir de la défendre entre les mains seules de celui qui a un droit sur cette propriété. C'est la démonstration qu'il s'agit là surtout d'un intérêt privé.

Mais cependant, et pour un autre motif, nous croyons que ces conventions ne sont pas valables. Une convention en effet ne saurait enlever à un individu, pour la transporter à un autre, une faculté de droit naturel qui n'appartiendrait pas à celui qui veut l'ac-

(1) Girardeau et Lelièvre, n° 699.

quérir. On ne peut se dépouiller d'un droit naturel, ces sortes de droit n'étant pas dans le commerce (1). Nous verrons d'ailleurs que s'il n'est pas permis de céder ce droit, on peut du moins en déléguer l'exercice à un mandataire.

Le mot fermier comprend-il le locataire de la chasse ? Nous avons déjà décidé que non, en ce qui concerne la destruction des animaux malfaisants ou nuisibles. Ici encore, nous devons refuser le droit de destruction au locataire de la chasse. La raison en est que cette destruction n'est permise qu'à celui qui possède un intérêt à la conservation de la récolte. Le locataire de la chasse n'est certainement pas dans ce cas.

Nous avons admis que les personnes autorisées par la loi à détruire les animaux malfaisants ou nuisibles pouvaient déléguer leurs droits à des tiers, soit tacitement au profit d'un garde, d'un domestique ou d'une personne de leur famille, soit expressément au profit d'un étranger. Il en est de même dans notre hypothèse (2). Sans doute on ne peut céder la faculté elle-même de se défendre qui est de droit naturel, mais on peut confier l'exercice de cette faculté à des personnes qui aideront par là-même le titulaire du droit à en profiter, puisqu'ils lui facilitent l'exercice de cette faculté. Ces mandataires doivent d'ailleurs se mainte-

(1) *Contra* : Villequez, p. 97.

(2) *Délégation tacite pour le père* ; Trévoux, 26 mars 1902 (*La Loi*, du 8 juill. 1902).

nir dans les conditions exigées par la loi et ne pas dépasser les bornes du droit qu'elles exercent, pour le compte d'autrui. Ainsi il leur est défendu de détruire d'autres animaux que les bêtes fauves (1).

(1) Cass., 14 avril 1848; D., 48, 1, 135 et 28 avril 1883; S. 85, 1, 334; — D., 85, 5, 53; — Giraudeau et Lelièvre, n° 700; — Villequez, p. 93; — Chenu, p. 145; — *Contrà*, Petit, t. I. n° 196.

CHAPITRE VI

Conditions dans lesquelles s'exerce le droit de destruction

§ 1^{er}.

La loi n'en a posé qu'une seule. Que les bêtes fauves aient causé un dommage aux propriétés. Qu'entend-on ici par dommage et par propriétés ? On est d'accord pour exiger que le dommage soit grave et actuel. Par grave, on entend un dommage appréciable en argent. Par actuel, un dommage déjà causé, ou tout au moins dont l'imminence soit telle (1) qu'aucun doute ne puisse exister sur l'arrivée de ce dommage. En effet, on ne saurait attendre que le mal soit fait pour le réparer, mais d'un autre côté, il ne saurait être permis d'invoquer comme excuse d'un acte contraire à la loi de 1844, une prétendue légitime défense s'abritant derrière un dommage éventuel. C'est là une question

(1) Besançon, 28 nov. 1900 ; D., 1902, 2, 138 ; — Trib. corr. de Beaume-les-Dames, 23 mai 1906 (*Moniteur de Lyon*, 24 août 1906) ; — Orléans, 6 mars 1906 (*Gaz. Trib.*, 17 juin 1906).

de fait, et c'est pourquoi les tribunaux ont rendu sur ce point des décisions en apparence contradictoires, mais qui se justifient toutes par la diversité des espèces (1).

La destruction ne serait pas permise quelques heures après le dégât commis (2). Mais au contraire, les mesures préventives ne sont pas défendues si elles sont de nature à ne produire leur effet qu'au moment où le dommage serait causé à la propriété. Par exemple, poser des pièges au milieu des récoltes, ou s'embusquer pour tirer l'animal au moment où il cause un dommage. Il sera facile de constater si l'affût a lieu dans un endroit où la présence de l'animal implique des dégâts éventuels (3).

Nous ne croyons pas, au contraire, qu'une battue préventive puisse être faite puisqu'on ignore si les bêtes qui peuvent y être tuées, sont celles qui causeraient un dommage à la propriété, et si celles qui s'enfuient auraient continué leurs dégâts (4).

(1) Cass., 13 avril 1865; S., 65, 1, 391; D., 65, 1, 196 et 2 déc. 1880; S., 82, 1, 387; D., 81, 1, 335; — Cass., 29 déc. 1883; S., 85, 1, 472; D., 84, 5, 96; — Rouen, 18 fév. 1864; S., 64, 2, 62; D., 64, 2, 154; — Paris, 2 mars 1892 (*Le Droit*, 19 mars 1892).

(2) Cass., 13 avril 1865; S., 65, 1, 391; D., 65, 1, 196.

(3) Trib. comm. Marseille, 3 nov. 1898 (*La Loi*, 1^{er} déc. 1898); — Orléans, 6 mars 1906 (*Gaz Trib.*, 17 juin 1906).

(4) Paris, 2 mars 1892 (*Le Droit*, 19 mars 1892); — *Contrà* : Metz, 28 nov. 1867; S., 68, 2, 275; D., 68, 2, 123; — Caen, 26 juin 1878; S., 78, 2, 328; D., 80, 2, 73; — *Contrà* Trib. corr. Trévoux, 26 mars 1902 (*La Loi*, 8 juill. 1902).

Il faut en second lieu, avons-nous dit, que le dommage soit causé à « ses propriétés ». Que faut-il entendre par ce mot. Il a deux sens, l'un vulgaire et étroit dans lequel il désigne les biens immobiliers, les fonds de terre, l'autre plus général dans lequel il désigne tout objet approprié.

C'est ce dernier sens qui nous paraît devoir être accepté ici comme répondant le mieux au but même de notre droit de destruction. La légitime défense s'applique aussi bien aux fonds de terre eux-mêmes qu'aux récoltes ou qu'à tous autres objets. Et le renard qui vient voler les poules, et le sanglier qui retourne la terre, et les cerfs qui viennent chercher leur nourriture dans les champs suscitent les mêmes colères et nécessitent les mêmes moyens de défense. Tous causent en effet des dommages aux biens qui sont notre propriété ; c'en est assez pour qu'ils tombent sous le coup de l'art. 9 § 3. Ajoutons pour terminer que celui qui attire une bête fauve sur sa propriété commet un délit en la tirant, puisqu'il ne peut plus invoquer comme excuse un dommage que lui-même a provoqué (1).

§ II. — Des lieux dans lesquels peut s'exercer le droit de repousser les bêtes fauves et de les détruire.

Nous ne trouvons plus ici les expressions « sur ses terres » qui limitent les lieux dans lesquels il est

(1) Trib. Corbeil, 9 mai 1900 (*Gaz. Trib.*, 6 septembre 1900).

permis de détruire les animaux malfaisants ou nuisibles. Cependant l'exigence imposée par la loi d'une propriété à défendre nous permet de formuler une règle sur ce point. Le droit de repousser ou de détruire les bêtes fauves peut s'exercer dans tous les lieux où se trouve une chose dont on est propriétaire. Il peut s'exercer sur les terrains du propriétaire lorsqu'il s'agit d'un dommage causé aux immeubles ou aux récoltes encore pendantes. En pareil cas ce droit ne saurait s'exercer sur le terrain d'autrui. Mais celui qui posséderait un objet mobilier placé sur le terrain d'autrui aurait le droit de défendre cet objet sur les terres où il se trouve. Ainsi le propriétaire d'une poule aurait le droit de tuer un renard qui voudrait enlever cette poule et il aurait le droit de le tuer sur la terre d'autrui, si c'est sur cette terre que le renard l'a surprise. On ne peut nier qu'un mouvement instinctif ne pousse en pareil cas le propriétaire à courir sus à la bête fauve, ce mouvement est inspiré par le sentiment même du droit naturel qui forme la base de cette partie de notre étude. On sent très bien au contraire que le possesseur d'une récolte n'éprouvera pas le besoin instinctif de poursuivre des bêtes fauves quand elles détruisent la récolte du voisin et ne se trouvent pas actuellement sur sa propriété.

C'est un point controversé que celui de savoir si un individu ayant aperçu une bête fauve occupée à commettre des dégâts sur ses propriétés, peut continuer sur

le terrain d'autrui la poursuite qu'il a commencée sur le sien propre. Nous le croyons pour nous, car si cette bête fauve entraîne avec elle l'objet qu'elle a enlevé, le propriétaire de cet objet n'exercera-t-il pas en la poursuivant un droit qui semble vraiment naturel ? N'est-il pas porté de lui-même à se lancer à la poursuite de l'animal pour reprendre sa propriété. Cependant, si le propriétaire du terrain voisin manifestait son opposition, celle-ci devrait être respectée, car le droit naturel de chacun se limite par le droit d'autrui. Tant que le propriétaire voisin ne fait pas valoir son droit, la poursuite est donc possible, mais elle doit cesser dès qu'une défense vient l'arrêter (1).

A *fortiori* si la bête fauve était mortellement blessée, il serait permis d'aller la ramasser sur le terrain d'autrui (2).

§ III. — De l'époque pendant laquelle la destruction peut avoir lieu.

Ce droit naturel de destruction n'ayant pas été limité par la loi quant au temps où il peut s'exercer, il faut en conclure que la destruction peut avoir lieu aussi bien lorsque la chasse est fermée que lorsqu'elle est ouverte ; puisque les bêtes fauves, en effet, causent en

(1) De Neyremand, n° 65.

(2) Rouen, 21 déc. 1879 ; S., 2, 332 ; D., 82, 5, 70.

toutes saisons des dégâts aux propriétés. La destruction peut même avoir lieu aussi bien la nuit que le jour (1), car c'est surtout la nuit que les bêtes fauves quittent les bois où elles se tiennent généralement cachées pendant le jour, pour aller en plaine chercher leur nourriture. Enfin la destruction est également permise en temps de neige puisque c'est à ce moment que la faim pousse les animaux sauvages à se rapprocher des habitations et à commettre des dégâts dans les propriétés.

§ IV. — Modes et engins de destruction.

En principe, la légitime défense contre les bêtes fauves peut s'exercer par tous les moyens connus, toutefois l'emploi de certains procédés nécessite quelques explications.

Il existe des pièges et des filets qu'il est défendu d'employer à la chasse, ce sont des engins prohibés. Non seulement leur emploi, mais encore leur détention constitue un délit. On a souvent narré, par manière de plaisanterie, l'histoire d'un citoyen paisible qui, attaqué par des malfaiteurs, fait usage contre eux d'un revolver de poche. Il va conter l'aventure au commissaire de police de son quartier qui le félicite

(1) Trib. corr., Marseille, 3 nov. 1898 (*La Loi*, 1^{er} déc. 1898).

de son courage et lui dresse procès-verbal pour port d'arme prohibé. N'est-ce point là la douloureuse situation de ce paysan qui voudrait défendre son bien contre les bêtes fauves en employant des engins prohibés. Il fait un acte légitime qui le place cependant sous le coup de la loi. Car ce qui est prohibé, ce n'est pas seulement l'emploi de ces engins, dans nos espèces, cet emploi deviendrait légitime, c'est leur détention même qui est illicite. A supposer que cette détention fut licite au moment de la destruction de la bête fauve, n'a-t-elle pas été illicite quelques instants auparavant, et ne le sera-t-elle pas quelques instants après (1).

Les pièges et filets qu'il sera permis d'employer ne peuvent donc être que ceux dont l'emploi aura été autorisé par l'arrêté préfectoral déjà étudié sur la destruction des animaux malfaisants ou nuisibles. Encore faudra-t-il qu'on puisse établir qu'ils ne sont pas employés à l'encontre du gibier (2). Cette preuve incombe au détenteur de l'engin. Le poison peut être employé avec les précautions en usage en pareil cas (3).

Les armes à feu sont les engins les plus communément employés contre les bêtes fauves, et nous avons montré que l'on peut s'en servir même la nuit. Dans

(1) V. cependant, Orléans, 6 mars 1906 (*Gaz. Trib.*, 17 juin 1906).

(2) Paris, 18 mai 1865 (*Répert. de législ. et de jur. forest.*, t. III, n° 447); Annecy, 31 oct. 1893 (*Gaz. Trib.*, 2 déc. 1893).

(3) V. *suprà*, p. 61.

certaines départements et à raison des dangers qui en résultent, les préfets ont pris des arrêtés défendant l'emploi des armes à feu après la tombée du jour. Ces arrêtés s'appliquent-ils à la légitime défense contre les bêtes fauves ? Nous le croyons. L'exercice des droits naturels peut être contraire à l'intérêt général et il doit alors être limité. Telle est la raison pour laquelle le port des pistolets de poche, en dépit du droit de légitime défense, est prohibé à Paris.

La délivrance d'un permis de chasse n'est pas nécessaire pour détruire les bêtes fauves. Ce permis n'est exigé que pour la chasse ; or, la destruction, nous l'avons dit, n'a rien de commun avec la chasse (2).

(2) Circulaire Min. Int., 20 mai 1884 ; — Rouen, 7 août 1862 ; Trib., D., 64, 2, 52 ; — Château-Thierry, 29 mars 1895 ; S. 96, 2, 116 ; — Trib. comm. Marseille, 3 nov. 1898 (*La Loi*, 1^{er} déc. 1898) ; — Giraudeau et Lelièvre, n° 690 ; — Villequez, 178.

TROISIÈME PARTIE

TRANSPORT, VENTE ET COLPORTAGE DES ANIMAUX MALFAISANTS OU NUISIBLES ET DES BÊTES FAUVES.

Celui qui a mis un animal hors de fuir, a, par là même, acquis sur lui un droit de propriété. Il peut donc transporter cet animal ou le vendre à son gré. Mais la loi de 1844, afin de réprimer le braconnage, a puni comme des délits, tous les faits de vente ou de transport de gibier pendant la fermeture de la chasse.

Certains animaux malfaisants ou nuisibles, les sangliers, les lapins, certaines bêtes fauves, les cerfs, chevreuils, etc..., rentrent également dans la catégorie du gibier. Si on pouvait les transporter ou les vendre en temps de fermeture de la chasse, il en résulterait que la prohibition de la loi concernant la vente et le transport du gibier deviendrait bientôt lettre morte. Comment savoir en effet si le gibier transporté ou vendu provient d'un fait de chasse ou

d'un fait de destruction ? D'ailleurs, si la destruction est permise, c'est pour les animaux carnassiers dans l'intérêt général et pour les animaux qui rentrent également dans la catégorie du gibier dans l'intérêt des récoltes, car le gibier n'est ni dangereux pour l'homme ni pour les animaux domestiques.

L'intérêt de l'agriculture ne demande pas que le destructeur tire un profit de l'animal détruit. Qu'il ne soit pas tout à fait perdu, que celui qui l'a tué en profite et l'emporte chez lui à une petite distance du lieu de destruction, rien de plus naturel, mais qu'il cherche à en faire argent, ceci ne répond plus au vœu de la loi (1).

Cependant le nombre de ces animaux peut être considérable et tel que le destructeur ne puisse les utiliser tous sur place, ou bien l'animal est de si forte taille que celui qui l'a tué ne peut le consommer en entier.

Ces considérations de pratique ont amené l'administration à user de tolérance en ce qui concerné les ventes et transports des lapins et des sangliers.

Les lapins sont souvent détruits en grand nombre et il est difficile à celui qui a tué un sanglier d'en tirer parti. C'est pourquoi après avoir exigé pour le transport de ces animaux la production de certaines pièces,

(1) Circ. Min. Int., 25 avr. 1862 ; Rouen, 22 juin 1867 (*Gaz. Trib.*, 9 juill. 1865 ; Amiens, 31 août 1882 ; D., 82, 5, 64.

une circulaire du 22 janvier 1887 est venue permettre de vendre et de transporter en tout temps les lapins et les sangliers sans aucune espèce d'autorisation.

QUATRIÈME PARTIE

CRITIQUE DE LA LÉGISLATION ACTUELLE

La législation concernant les bêtes fauves et nuisibles présente un inconvénient fondamental, celui de différer trop profondément dans les divers départements.

Il est bien certain que la législation doit se plier aux besoins variés de contrées différentes, que ce qui est utile dans telle région ne saurait l'être dans la région voisine. Mais la trop grande variété de mesures présente aussi de multiples inconvénients. Elle crée l'incertitude et par suite l'arbitraire. Combien de gens n'osent pas opérer la destruction des animaux malfaisants ou nuisibles parce qu'ils craignent de tomber sous le coup d'une loi dont ils connaissent mal les dispositions.

Qu'il soit exagéré de vouloir ramener toute cette législation à l'unité, cela nous paraît certain, mais sans aller si loin, ne peut-on pas souhaiter voir gran-

dir le rôle de la loi et diminuer le rôle de l'Administration ?

La loi de 1844, en effet, a posé quelques principes généraux dans son art. 9, § 3. Ces principes, les mêmes pour toute la France, forment des règles légales auxquelles nulle autorité ne pourrait porter atteinte. Mais après avoir posé ces règles, la loi s'en remet sur l'autorité préfectorale du soin de déterminer les animaux malfaisants ou nuisibles d'une part et les conditions de destruction d'autre part.

Aussi la loi désigne elle-même les personnes qui peuvent opérer la destruction, le temps, les terrains où cette destruction est possible, mais elle abandonne à un arrêté préfectoral l'énumération des animaux malfaisants ou nuisibles et les engins qui peuvent être employés.

Cette division des tâches est-elle logique ?

Elle le serait si l'on pouvait démontrer que la désignation des personnes, des lieux et des temps présente partout le même caractère de fixité, tandis qu'au contraire l'énumération des animaux et la désignation des engins seraient matières pleines de contingence et ne pouvant se traiter qu'avec une infinie variété.

Une pareille démonstration aurait toutes les allures d'un paradoxe.

Ira-t-on soutenir qu'un lion ou un tigre deviennent des animaux domestiques en changeant de climat, et que les loups et les renards dans certaines contrées se

soient faits végétariens ? Certains animaux tiennent de la nature même une conformation physique qui ne leur laisse pas le choix des moyens d'existence. Les bêtes féroces, les oiseaux de proie sont fatalement voués en tous lieux à ne vivre que de carnage. Le sanglier a reçu des boutoirs pour lui permettre de fouiller la terre et déraciner, le lapin de grandes incisives pour ronger les jeunes plantations.

Dès lors quel que soit le département où ils se trouvent, ces animaux conservent leur nature première. Dans les longues randonnées que font les loups et les sangliers lorsqu'ils changent de forêts, ils traversent parfois plusieurs départements ? Deviennent-ils tour à tour utiles ou nuisibles, suivant qu'ils se trouvent ici ou là ? Il ne semble donc pas qu'il puisse être question d'une variété de solutions à donner. La loi devrait dresser un tableau de toutes les espèces qui sont gravement nuisibles, en vertu de leur nature. Elle devrait mentionner à côté de ces espèces, certaines autres pour lesquelles le caractère nuisible est moins apparent, et permettre aux préfets, pour ces espèces seulement, de les déclarer nuisibles ou non suivant leur multiplication, suivant le genre de culture du territoire et les dégâts plus ou moins grands que ces animaux peuvent y causer.

On arriverait ainsi à faire disparaître pour la plus grande part la confusion qui règne dans toute la France au sujet de l'énumération des animaux malfaisants ou nuisibles.

Quant aux engins à employer, il semble qu'il n'y ait guère de différence à établir de ce chef, entre les divers points du territoire. Partout se présente les mêmes dangers. Il y en a deux : ces engins peuvent servir à la chasse, et ils peuvent occasionner des accidents, par suite d'imprudence.

Il serait bien préférable, selon nous, qu'on fasse l'unité de législation sur cette question. Il en résulterait un double avantage. La répression serait plus facile parce que les agents chargés de poursuivre recevraient des instructions plus claires et plus précises et parce que les tribunaux auraient une jurisprudence plus ferme, moins divisée.

En outre, les précautions à prendre dans l'emploi des engins, pourraient faire l'objet d'une étude plus générale, qui les rendrait plus efficaces.

Ainsi, le pouvoir du préfet se trouverait singulièrement amoindri, et la part de l'arbitraire grandement restreinte.

En second lieu, on peut reprocher à la législation d'avoir établi dans son art. 9, § 3, une distinction fondamentale, mais peu rationnelle entre les animaux malfaisants ou nuisibles d'une part et les bêtes fauves d'autre part.

La loi ne devrait connaître qu'une seule catégorie, mais la liberté de destruction devrait différer suivant que l'animal attaque ou non l'homme ou ses propriétés. Nous avons vu, en effet, que contre les animaux

malfaisants ou nuisibles, comme le loup que se jetterait sur un homme, existe un droit de légitime défense.

Nous avons dit également que le droit de repousser les bêtes fauves qui causent un dommage aux propriétés, était une seconde forme du droit de légitime défense.

Pourquoi, dès lors, établir deux catégories ? Ne serait-il pas plus simple, plus logique, de distinguer seulement d'une part la destruction des animaux malfaisants ou nuisibles qui ne causent pas un dommage aux personnes ou aux propriétés au moment même de leur destruction, et d'autre part la destruction des mêmes animaux qui s'opère au moment même où ils s'attaquent aux personnes ou aux propriétés. Ce second droit, dit de légitime défense, s'appliquerait aux mêmes animaux, mais avec beaucoup plus de largeur et donnerait aux destructeurs de bien plus grandes facilités. Ainsi disparaîtrait la catégorie des bêtes fauves, qui n'est qu'un souvenir de notre ancienne vénerie.

Il serait également désirable d'apporter un peu d'unité dans tous les modes de destruction.

Il serait bien difficile de ne pas séparer le droit de légitime défense, du droit de destruction. Ces deux droits qui appartiennent aux particuliers semblent bien d'essence différente, quoique tous deux nécessaires ; l'un dérivé du droit naturel, l'autre du désir de donner une égale satisfaction à l'intérêt général et à l'intérêt particulier. On ne peut borner aux actes de légitime défense les mesures prises contre les malfai-

teurs, à côté d'elle doivent figurer les mesures préventives.

Mais si nous reconnaissons la nécessité du droit de destruction préventif, séparé du droit de légitime défense, nous demanderons la suppression des permissions individuelles, qui ne sont qu'une complication de plus dans une matière déjà fort compliquée.

En ce qui concerne les mesures administratives de destruction, c'est-à-dire la destruction faite sous la surveillance et la direction de l'autorité, de nombreuses réformes peuvent également être réalisées.

La louveterie, telle qu'elle est organisée, n'est plus qu'une survivance du passé. Les loups sont devenus rares en France et la chasse à courré est un détestable moyen de détruire ces derniers. Aucune autorité ne peut exister, ni au profit du lieutenant de louveterie, ni contre lui, s'il n'est pas un fonctionnaire public. La suppression pure et simple de leurs commissions serait depuis longtemps chose faite, s'ils émargaient au budget. Mais la gratuité de leurs fonctions les a sauvés de la disparition. Ils ne font pas grand mal, ils ne font pas grand bien, cela n'est pas assez pour que cette organisation soit conservée.

Les battues ne donnent pas le plus souvent d'heureux résultats parce qu'elles sont faites contre le gré des adjudicataires des chasses qui s'efforcent de les faire échouer. Le peu qu'elles détruisent est autant d'échappé au plaisir des chasseurs, et pour le reste, elles

font fuir tout le gibier. On comprend dès lors que bien souvent la rivalité d'intérêts en jeu empêche de bons résultats.

Bien plus, les battues nécessitent toute une organisation administrative. Elles ont lieu à jour fixe et on ne peut déranger tout le monde à l'improviste.

Qu'au jour dit on n'ait pu détourner d'animaux, ou que ceux-ci aient pu s'échapper en passant devant un tireur novice ou en forçant la ligne des rabatteurs, peu importe, la battue est considérée comme faite, et il faudra recommencer toute une procédure administrative pour en obtenir une autre.

Nous croyons que le meilleur moyen de rendre efficace la destruction préventive des animaux malfaisants ou nuisibles serait de l'imposer aux adjudicataires des chasses qui y sont les premiers intéressés, puisque ce sont eux qui, en cas de dégâts, paient les indemnités. Le cahier des charges de 1889 se contente de leur permettre de demander, pour cette destruction en temps prohibé, l'assentiment de l'administration forestière. Il faudrait, à notre sens, faire davantage et imposer soit un nombre de chasses déterminé pouvant avoir lieu même en temps de fermeture et dans lesquelles le nombre des fusils ne serait pas limité, soit mieux encore, imposer chaque année et suivant les forêts la destruction d'un nombre déterminé d'animaux malfaisants ou nuisibles. Les adjudicataires des chasses auront tout intérêt à profiter de cette obliga-

tion qui constituera pour eux un vrai plaisir, puisqu'elle leur permettra de faire un plus grand nombre de chasses. Il serait inutile de déranger les autorités, il suffirait de produire les animaux détruits dont on tiendrait un compte. Enfin, cette destruction se ferait par des gens connaissant les mœurs des animaux, le territoire de la chasse, habitués au maniement des fusils, capables de faire en peu de temps et avec peu de bruit plus de besogne que toutes les battues administratives.

Ainsi opérée dans les bois qui sont le repaire des bêtes fauves et des animaux malfaisants ou nuisibles, la destruction serait de nature à donner, sans grandes formalités, d'heureux résultats. Rien n'empêcherait de laisser subsister les pouvoirs des maires. Ceux-ci sont sans grands inconvénients, puisqu'il est besoin d'obtenir l'agrément des propriétaires sur les terres desquels la destruction peut avoir lieu, et cela donnerait satisfaction aux partisans de la décentralisation.

Ainsi donc, nos vœux peuvent se résumer ainsi :

Enumération par une loi des animaux malfaisants ou nuisibles et des bêtes fauves que l'on peut détruire sur tout le territoire. Enumération par la même loi de quelques animaux pour lesquels la destruction doit être permise par le préfet en cas de trop grande multiplication.

Détermination par une loi pour tout le territoire des modes et engins de destruction permis,

Reconnaissance et réglementation par une loi du droit de légitime défense contre les animaux malfaisants ou nuisibles et les bêtes fauves, sans exception.

Reconnaissance et réglementation des mesures préventives de destruction contre les animaux malfaisants ou nuisibles et les bêtes fauves sans exception.

Suppression des permissions individuelles.

Suppression de la louveterie.

Suppression des battues organisées par les préfets et remplacement de celles-ci par l'obligation imposée aux adjudicataires des chasses de procéder chaque année à un certain nombre de chasses ou mieux encore de justifier la destruction d'un nombre déterminé d'animaux.

La question que nous venons d'étudier n'a certes pas une importance pratique considérable, puisque les animaux malfaisants ou nuisibles et les bêtes fauves deviennent de plus en plus rares. Mais on reste surpris quand on voit le grand nombre de procès qu'elle soulève et dont témoignent les nombreux arrêts que nous avons cités. Ceux-ci sont souvent portés devant la Cour suprême, ce qui dénote la ténacité avec laquelle ces conflits sont discutés et l'importance que les parties y attachent.

A ce point de vue tout au moins on ne saurait s'en désintéresser. Dans cette matière si confuse il ne faudrait pour jeter la clarté qu'un petit effort du législateur consentant à placer dans une loi unique ce qui est contenu dans tant d'arrêtés préfectoraux divers.

Car ce n'est pas en multipliant les arrêtés préfectoraux ni les battues qu'on achèvera de détruire les derniers animaux malfaisants que toutes ces formalités et complications protègent ; on ne fera guère qu'augmenter la fréquence singulière des contestations dans une question où l'intérêt général se rencontre avec l'intérêt particulier et où tout le monde devrait se trouver aisément d'accord.

Vu :
Le Doyen :
M. LYON-CAEN.

Vu :
Le Président de la Thèse,
ANDRÉ WEISS.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉAMBULE	Pages	1
PREMIÈRE PARTIE		
TITRE PREMIER. — ANIMAUX MALFAISANTS OU NUISIBLES..		7
CHAPITRE PREMIER. — Enumération.....		7
§ I. — <i>Quadrupèdes qui ne peuvent servir à la con-</i> <i>commation.</i>		9
Loups.....		9
Renards		12
Blaireaux.....		12
Loutres.....		13
Chats sauvages.....		13
Chats errants.....		13
Fouines, martres, putois, belettes, hermines.....		14
§ II. — <i>Quadrupèdes dont la chair est comestible.</i> ...		14
1° Généralités.....		14
2° Sangliers.....		17
3° Lapins.....		19
§ III. — <i>Oiseaux</i>		23
1° Oiseaux carnivores, aigles, vautours, faucons.		23
2° Oiseaux omnivores : corbeaux, pies, geais, moineaux, merles, grives, etc.		24
3° Tableaux officiels comprenant la liste des oiseaux malvaisants ou nuisibles.....		25
§ IV. — <i>Critique</i>		27
TITRE II. — COMMENT S'OPÈRE LA DESTRUCTION DES ANI- MAUX MALFAISANTS OU NUISIBLES.....		29
CHAPITRE I. — Arrêté préfectoral déterminant les espèces d'animaux malvaisants ou nuisibles que le proprié- taire pourra en tout temps détruire sur ses terres et les conditions de l'exercice de ce droit.		29

	Pages
§ I. — <i>Formes de cet arrêté</i>	29
§ II. — <i>Voies de recours contre l'arrêté préfectoral</i> ...	32
CHAPITRE II. — Des personnes à qui appartient le droit de destruction.....	34
§ I. — <i>Propriétaires</i>	34
§ II. — <i>Possesseurs</i>	36
§ III. — <i>Fermiers</i>	38
§ IV. — <i>Délégation du droit de destruction</i>	45
CHAPITRE III. — Conditions dans lesquelles s'exerce le droit de destruction.....	50
§ I. — <i>Lieux dans lesquels peut s'opérer la destruction</i>	50
§ II. — <i>De l'époque pendant laquelle la destruction peut avoir lieu</i>	53
1° Pendant la fermeture de la chasse.....	53
2° Pendant la nuit.....	53
3° En temps de neige.....	54
§ III. — <i>Modes et engins de destruction</i>	56
1° Modes et engins que le préfet peut permettre et que la loi de 1844 défend : chiens lévriers, pièges, poison.....	58
2° Modes et engins que le préfet peut défendre quand la loi les autorise : emploi du fusil.....	62
3° Inutilité d'un permis de chasse.....	63
TITRE III. — DU DROIT DE LÉGITIME DÉFENSE CONTRE LES ATTAQUES DES ANIMAUX MALFAISANTS OU NUISIBLES.....	65
TITRE IV. — PERMISSIONS INDIVIDUELLES.....	69
TITRE V. — MESURES PRISES PAR L'AUTORITÉ ADMINISTRA- TIVE EN VUE DE PROCÉDER A LA DESTRUC- TION DES ANIMAUX MALFAISANTS OU NUI- SIBLES.....	73
CHAPITRE I ^{er} . — <i>Louveterie</i>	75
§ I. — <i>Généralités</i>	75
§ II. — <i>Historique</i>	76

	Pages
§ III. - <i>Caractère des fonctions des lieutenants de l'ouvèterie</i>	77
§ IV. — <i>Privilèges des lieutenants de l'ouvèterie</i>	79
1° Chasses en tout temps.. .. .	79
2° Avec engins prohibés.	80
3° Sur le terrain d'autrui.....	81
4° Dispenses de permis de chasse.....	81
5° Chasser le sanglier dans les forêts de l'Etat..	81
6° Diriger les battues	82
CHAPITRE II. — <i>Battues</i>	83
§ I. — <i>Battues organisées par les préfets</i>	83
1° Propositions de battues.....	86
2° Formes de l'arrêté préfectoral qui les autorise.	86
3° Voies de recours contre l'arrêté.....	87
4° Personnel dont se compose la battue.....	90
5° Du temps pendant lequel les battues peuvent avoir lieu.....	94
6° Sur quels terrains les battues peuvent être ordonnées.....	96
7° Animaux qu'on peut et doit détruire dans les battues.....	96
8° Propriété des animaux tués dans les battues..	99
§ II. — <i>Pouvoirs de l'autorité municipale</i>	100
1° Organisation des battues dans les cas graves et urgents.....	103
2° Destruction des animaux malfaisants ou nuisibles dans les buissons, bois et forêts situés sur le territoire de la commune.....	103
3° Destruction des loups et sangliers en temps de neige.....	106
CHAPITRE III. — <i>Responsabilités encourues à l'occasion des mesures ordonnées par l'autorité.</i> ..	108

DEUXIÈME PARTIE

Bêtes fauves.

	Pages
TITRE I ^{er} . — DÉFINITION.....	112
CHAPITRE I ^{er} . — Exposé des opinions doctrinales.....	112
CHAPITRE II. — Jurisprudence.....	120
§ I. — <i>Décisions admettant le caractère de bêtes fauves.</i>	120
§ II. — <i>Décisions qui ont refusé de faire connaître le caractère de bêtes fauves.</i>	122
CHAPITRE III. — Utilité de distinguer les bêtes fauves des animaux malfaisants ou nuisibles.	124
CHAPITRE IV. — Nature juridique du droit de repousser et de détruire les bêtes fauves.....	126
CHAPITRE V. — Des personnes à qui appartient le droit de destruction des bêtes fauves.....	128
CHAPITRE VI. — Conditions dans lesquelles s'exerce le droit de destruction.....	133
§ I. — <i>Nécessité d'un dommage grave et imminent causé aux propriétés.</i>	133
§ II. — <i>Des lieux dans lesquels peut s'opérer la destruction.</i>	135
§ III. — <i>De l'époque pendant laquelle la destruction peut avoir lieu.</i>	137
§ IV. — <i>Modes et engins de destruction.</i>	138

TROISIÈME PARTIE

**Transport, vente et colportage des animaux mal-
faisants ou nuisibles et des bêtes fauves . 141**

QUATRIÈME PARTIE

Critique de la législation actuelle..... 145



Travail exécuté en commandite par des ouvriers syndiqués

SAINT-BRIEUC. — Typ. F. GUYON — (139-1-8-150)

